

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

RÉSISTER, ICI ET MAINTENANT

L'économie mondiale semble connaître elle aussi son printemps. Un palier de la récession a été atteint; aux États-Unis, on parle même de reprise. En Europe, les chevaliers d'industrie reprennent leur souffle. Et les salarié(e)s, auront-ils leur part de ce printemps-là ? Pourront-ils aussi en prendre un peu à leur aise ? Sûrement pas. Ceux qui tiennent les rênes de cette société veilleront à ce que cela ne se produise pas.

En Allemagne fédérale, le chancelier Kohl s'applique à réduire les dépenses sociales et à favoriser les profits patronaux.

En France, la fine équipe de Mauroy-Delors ne mène pas une politique bien différente. Là aussi on caresse les patrons dans le sens du poil tout en diminuant les crédits sociaux.

En Suisse, le scénario est le même. Le chômage ne disparaîtra pas de sitôt, les patrons veulent instaurer un volant de chômage de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. Pour ceux qui cherchent un apprentissage, l'avenir est sombre. Plus d'un quart des chômeurs sont des travailleurs et des travailleuses qui viennent de terminer leur formation. Le démontage social et le réarmement sont aussi devenus deux occupations favorites de la bourgeoisie. Les plans de relance concoctés ici ou là sont d'abord une aide aux profits, aux retombées plus que douteuses — sinon franchement négatives — pour l'emploi. Ainsi SIG en bénéficie pour fabriquer de nouveaux fusils d'assaut, en profite pour racheter Matisa et y licencier 111 travailleurs !

Politiquement aussi, la bourgeoisie serre la vis. Le droit d'asile devient de plus en plus ouvertement un droit contre les réfugiés. Dans la presse, on fait le ménage, comme récemment à la *Basler Zeitung*, où la rédaction chargée de l'actualité nationale a été "épurée" et placée sous l'autorité d'un chef de choc et de droite. Bref, pour les salarié(e)s, économiquement et politiquement, malgré le printemps, le fond de l'air est frais.

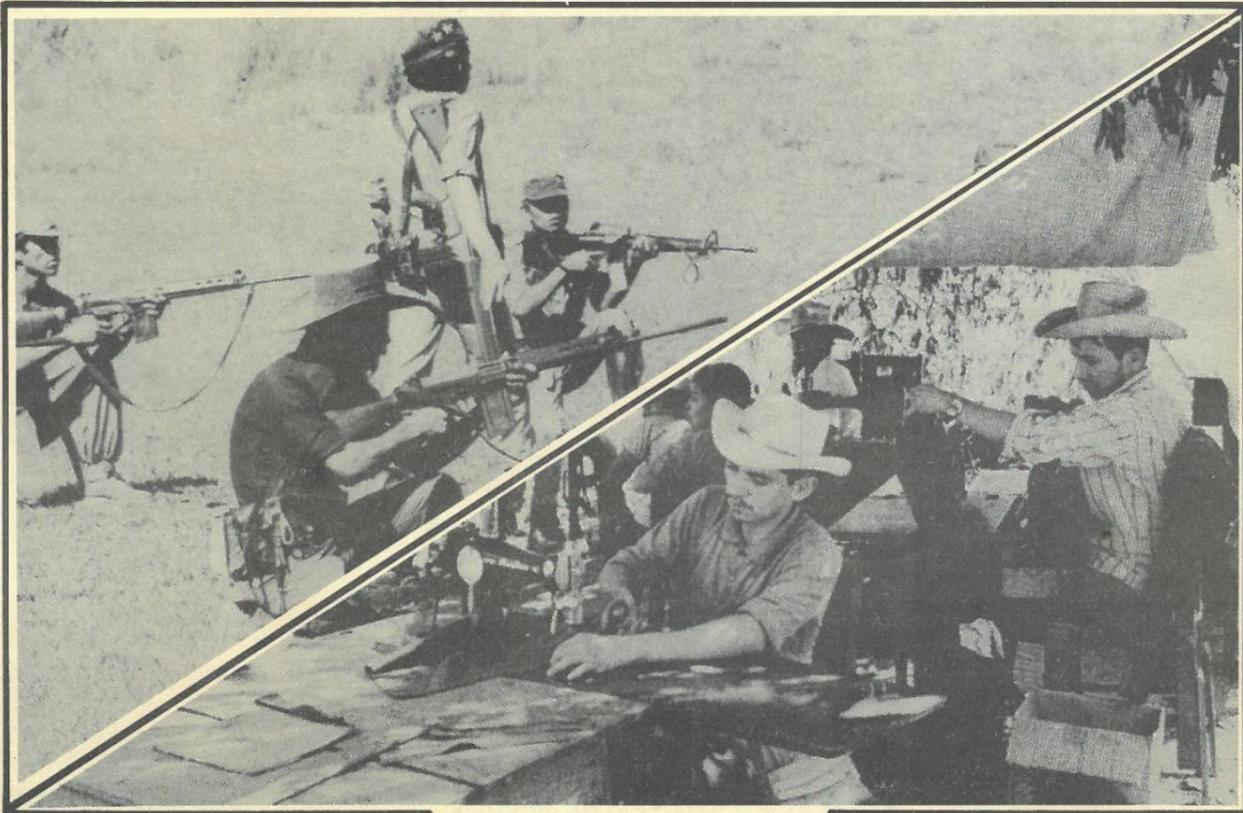
Mais la météo et la politique sont deux choses différentes et rien ne nous oblige à accepter sans broncher le sale temps que les bourgeois nous envoient.

La multiplication des poussées offensives de la bourgeoisie offre un seul avantage : l'unité pour la défense, dans l'action, des intérêts des salarié(e)s peut se forger sur de nombreux terrains. Que ce soit dans la bataille pour l'emploi, dans la lutte contre la xénophobie, ou pour obtenir des logements sociaux ou encore pour sauvegarder nos conditions de travail.

La démarche à suivre n'est pas compliquée non plus : former le front ouvrier le plus large et le plus actif possible; ne pas se contenter de belles déclarations, de belles promesses — qui ne rendent que les fous joyeux — mais agir résolument. C'est-à-dire s'atteler avec détermination à la tâche essentielle : commencer à modifier, en notre faveur, le rapport de forces entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie. Intérêts de chapelle et routine, résignation et sectarisme ne sont ici pas de mise, car l'enjeu est de taille et chaque recul fait sentir ses effets sur toutes les organisations ouvrières comme sur tous les salarié(e)s.

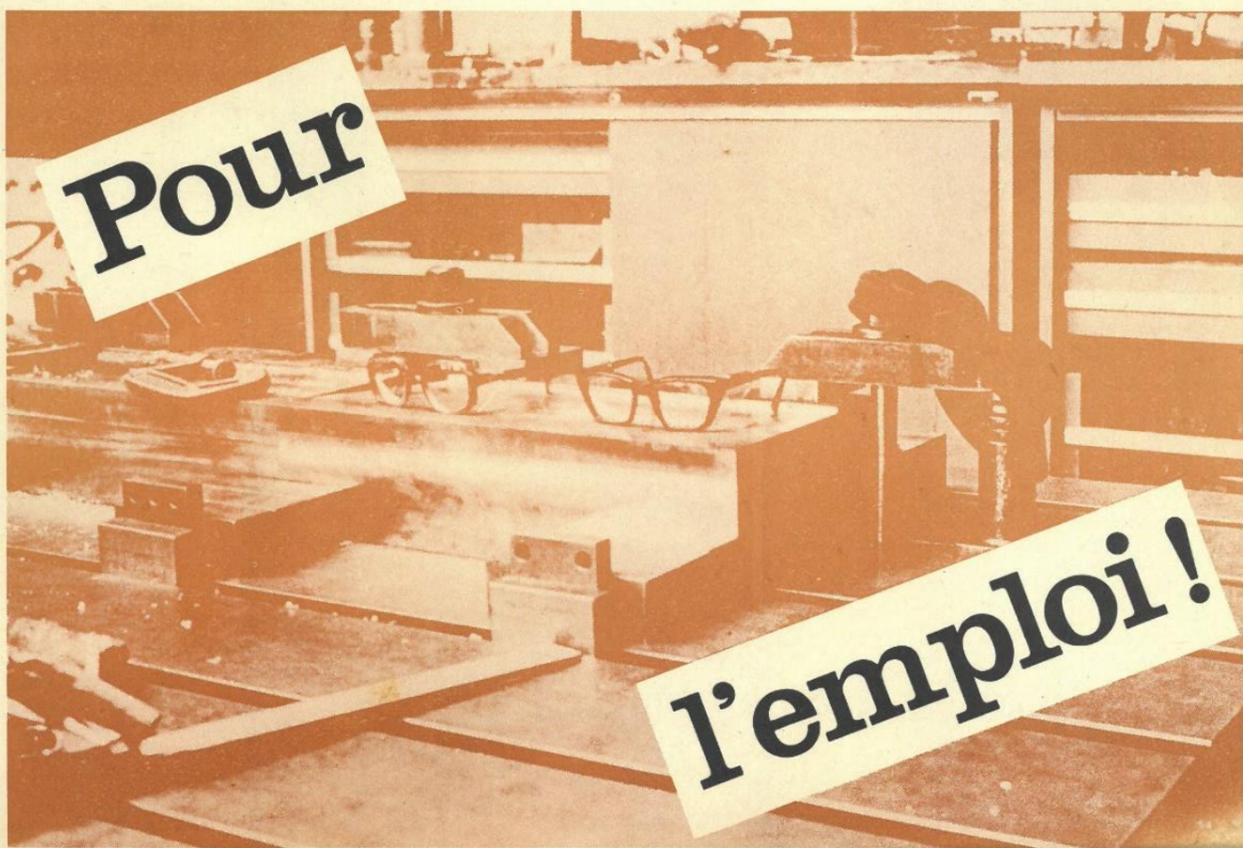
Ici et maintenant, la résistance peut et doit commencer.

La Brèche



EL SALVADOR :

UN PEUPLE LUTTE ET S'ORGANISE



BIENNE : DÉBAT UNITAIRE

"Programme de relance et création d'emplois"

avec :

C.A. Udry (PSO)
M. Siegenthaler (secr. FTMH, Tavannes)
V. Menghini (CLI)
R. Strahm (Parti socialiste)

vendredi 29 avril, 20h.15,
Hôtel de la Croix-Bleue

BIENNE : ASSEMBLÉE PUBLIQUE

"L'Italie après les grandes luttes ouvrières du début de l'année 83"

avec Rocco Papandrea, membre de la commission d'entreprise de la FIAT-Mirafiori, membre de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section italienne de la IVe Internationale).

vendredi 6 mai, 20h.,
Restaurant Gottardo

MORGES : ASSEMBLÉE DÉBAT

"Luttes de libération et révolution sociale : quels sont les enjeux ?"

avec :

Jean Ziegler, conseiller national socialiste, auteur du livre *Contre l'ordre du monde - les rebelles*;
Theo Buss, pasteur;
Charles-André Udry (PSO), rédacteur à *La Brèche* et à *Inprecor*;
et un(e) représentant(e) du Parti socialiste vaudois (PSV)

jeudi 5 mai, 20h.15,
Salle de la Concorde
(rue des Charpentiers)

Organisateurs : Parti socialiste de Morges; Jeunesse socialiste vaudoise (JSV); Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR)/La Taupe; Parti socialiste ouvrier (PSO).

Yverdon :

CHÔMEURS ET PLAN DE RELANCE

Le Comité de défense de l'emploi MPF-POP-PSO d'Yverdon, lors de sa séance du 16 avril 1983, a pris connaissance avec satisfaction du lancement par le MPF d'une pétition pour la défense des chômeurs et a décidé d'apporter son soutien actif à cette action. Alors que les licencié(e)s de HPI à Yverdon et à Sainte-Croix arrivent au chômage, il est, plus que jamais nécessaire que l'ensemble du mouvement ouvrier de notre région se mobilise pour la défense des chômeurs et de l'emploi et fasse signer massivement cette pétition.

Le comité a encore pris connaissance du plan de relance proposé par le Conseil d'Etat et tient déjà à souligner que son effet sur l'emploi dans notre région sera dérisoire. En effet, l'aide octroyée aux entreprises par le biais de cautionnement sans qu'aucune condition ne soit posée quant à la création d'emplois n'est que cadeau aux employeurs et aide à la restructuration aboutissant à des licenciements. Par ailleurs ce plan ne comporte aucune mesure réelle en faveur des chômeurs. Ainsi pour le recyclage le plan prévoit 50 000 francs, soit 25 francs par chômeur!

Le comité ne peut donc que dénoncer ce pseudo-plan de relance et appeler les partis et syndicats unis à le rejeter.

Ouverture d'une nouvelle librairie

Nos camarades d'YVERDON viennent d'ouvrir une librairie, à la rue de la Plaine 8. Heures d'ouverture : tous les mercredi de 13h.30 à 18h.30 et les samedi matin de 9h. à 12h.30.

Droit d'asile à la sauce Friedrich : RIPOSTE EN VUE

Un important pas dans l'organisation de la riposte à la politique actuelle des autorités cantonales et fédérales à l'égard des réfugiés a été accompli le samedi 16 avril à Berne. Environ quarante organisations, politiques, syndicales, humanitaires et chrétiennes s'y sont réunies à l'appel d'"Etre solidaires". L'intention initiale était de lancer largement une pétition sur les problèmes spécifiques rencontrés par les réfugiés turcs. Vu les récentes propo-

sitions du Département fédéral, dirigé par le sinistre Friedrich, de modification - c'est-à-dire de durcissement - de la loi sur l'asile, il a été décidé d'élargir l'action. Dans l'immédiat, une lettre ouverte va être préparée; à plus long terme, une nouvelle rencontre, encore plus large, sera convoquée fin mai pour lancer une pétition nationale et stimuler d'autres formes d'action (parrainage, etc.). Nous reviendrons en temps voulu sur cette campagne.

SOLIDARITÉ AMÉRIQUE CENTRALE

Par manque de place, nous n'avons pu rendre compte dans le dernier numéro de *La Brèche* des journées d'action en solidarité avec l'Amérique centrale qui se sont déroulées dans de nombreuses villes de Suisse les 25 et 26 mars. En voici un bref survol.

A Zurich, la manifestation unitaire de solidarité a rassemblé entre 400 et 500 personnes, alors que l'assemblée d'information tenue le même soir réunissait environ 300 personnes; à Bâle, 300 manifestants; à Berne, où la manifestation comprenait aussi la solidarité avec les travailleurs chiliens, 300 à 400 personnes sont descendues dans la rue; à Frauenfeld, le meeting de solidarité a réuni environ 200 personnes; à Genève, 10 000 tracts de contre-information ont été distribués; enfin, à Lausanne, plus de 200 personnes ont participé aux "8 heures pour l'Amérique centrale", organisées unitairement.

Nul doute que tous ceux et toutes celles qui ont participé à ces diverses activités se retrouveront massivement à Berne, le 4 juin pour la manifestation nationale contre l'intervention US en Amérique centrale (voir page 7).

Le vendredi 8 avril cinq membres des Jeunesses socialistes révolutionnaires ont occupé pacifiquement le consulat général du Honduras à Zurich pour protester contre l'intervention des contre-révolutionnaires au Nicaragua. Cinq minutes

après le début de l'occupation, huit policiers - dont deux l'arme au poing, désarmée - pénétrèrent dans les locaux et arrêterent nos camarades. Seuls les signes annonciateurs d'une large campagne de solidarité permirent aux membres des JSR d'être libérés le dimanche 10 avril. Ils sont accusés entre autres de violation de domicile. Pour couvrir les frais de leur procès, versez vos dons au CCP 40 - 19 468 "Maufwurf" Bâle. Mention "procès Honduras".



photo la brèche

ERRATUM

Dossier Seveso :

Dans le dernier numéro de *La Brèche*, un mastic a rendu difficilement compréhensible un passage de notre dossier *Les leçons du crime de Seveso*. En effet, dans la 3e colonne de la page 6, la partie qui se trouve sous la photo du siège de Givaudan doit, en réalité, se lire avant le paragraphe - situé au-dessus de cette photo - qui commence par "A partir de là". L'erreur n'était pas bien grosse et nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes. Remarquons en passant que si notre campagne d'abonnement - toujours en cours - remplit son objectif, nous pourrions alors nous payer les services d'un correcteur, ce qui évitera de telles fautes à l'avenir.

Légende du dessin raciste en page 3 du no 295 :

Contrairement à notre affirmation, ce n'est pas Genève Home Information qui aurait assumé la rédaction de *La Riposte*, mais bien son dessinateur, "Pira".



Le 12 avril, quelques membres de la section de Bâle du PSO ont occupé un bureau de direction d'Hoffmann-La Roche, afin de protester contre l'attitude scandaleuse de la multinationale suisse dans l'affaire des déchets de Seveso.

L'action du PSO n'a certes pas permis de retrouver les déchets; elle n'en a pas moins eu les honneurs de la première page de l'"International Herald Tribune" du 13.4.83.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Résister, ici et maintenant 1

POLITIQUE

Candidature contre la xénophobie : un large écho 3

Contre le racisme et la xénophobie : "la solidarité, ça ne vient jamais tout seul" Canton de Vaud : 3

quelques miettes pour la relance 8

Référendum en matière de crédits militaires : l'initiative assurée grâce au PSO 8

SOCIAL

Bienne : créer mille emplois, c'est possible 4

Crèche communale à Neuchâtel : on n'est pas encore sorti de l'auberge 4

Métallurgie genevoise : les patrons cassent la baraque ! 4

Le projet d'initiative de l'USS en discussion : les 40 heures à pas de tortue et pour quelques-uns seulement ? 5

DOSSIER

EL SALVADOR : un peuple lutte et s'organise 6-7

Amérique centrale : l'enjeu de la révolution 7

INTERNATIONAL

PORTUGAL : tirer parti de la crise de la droite 9

ARGENTINE : comment finira la dictature ? 9

Manifestations pacifistes de Pâques : le non de l'Europe à Reagan 10

À LIRE

L'histoire suisse sans Guillaume Tell 11

L'ÉVÈNEMENT

Amitié franco-suisse : la fuite des capitaux. Entretien avec Jean Ziegler 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Pour toute correspondance :
La Brèche, 8 bis, rue de la
Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) /La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Candidature contre la xénophobie :

En dix jours, l'appel lancé "contre le racisme et la xénophobie, pour la solidarité" soutenant la candidature de Marlène Dupraz en Ville de Genève a récolté près de 700 signatures. Parmi elles, de nombreuses personnalités : Me Laurent Moutinot, avocat-conseil de la Ligue des droits de l'homme; Henri Stauffer, président du Mouvement anti-apartheid; Me Rudolf Schaller, Me Christian Ferrazino, membres des Juristes progressistes; Christian Tirefort, président du Syndicat du livre et du papier, Genève; Jean-Pierre Freymond, chef du service des candidats réfugiés de l'Hospice Général; Albert Nahory, Michel Bondi, membres du Comité directeur du Syndicat des services publics SSP-VPOD, ainsi qu'une douzaine de syndiqués; Pascal Hohenweg, membre du Comité central du Parti socialiste suisse; André Dunant, juge, Fédération genevoise de coopération; Dr Andreas Saurer, président des Médecins progressistes et une quinzaine de médecins; Isabelle Goldfarb, présidente de la FAMCO; une dizaine de syndiqués CRT; Claude Goretta, cinéaste; Marie-Claire Caloz-Tschopp, auteur du Tamis Helvétique; Philippe Nicati, Christine Meyer-Barras, René Donzé, comédiens; Jean Steinauer et toute la rédaction de Tout Va Bien Hebdo; H.-P. Deshousse, Nadia Braendle, André Klopman,

UN LARGE ÉCHO

journalistes, etc...

Quel que soit le résultat du vote, cet écho témoigne déjà d'une large volonté de combattre les réflexes racistes et xénophobes charriés par le succès électoral des Vigilants. A l'initiative du PSO Genève, un comité contre le racisme et la xénophobie se constitue d'ailleurs pour agir au-delà de cette campagne électorale.

Le refus du Parti socialiste (PS) et du Parti du travail (PdT) d'appeler à voter Marlène Dupraz sur leur liste — comme elle l'a proposé — est dans ce cadre d'autant plus regrettable. "Une manoeuvre du PSO", à leur avis... L'appel beaucoup plus largement signé prouve le contraire. Et même ! Samedi 16 avril, les huit stands tenus en ville pour la candidature Dupraz ont été la seule présence et mobilisation publique contre la droite et en faveur non seulement de Marlène Dupraz mais aussi du vote pour Ketterer et Dafflon. Dire après cela que cette candidature "vole des voix" est absurde.

La véritable crainte des états-majors du Parti socialiste comme du Parti du travail est ailleurs : ils redoutent, et ce n'est pas d'aujourd'hui, de se confronter aux réflexes xénophobes qui, on le sait, s'expriment aussi chez les travailleurs. Par crainte de "réveiller le démon"... Mais à force de silence et de collaboration avec les partis bourgeois dans le gouvernement de la ville, on n'a pas empêché ces réflexes de se développer, au contraire, comme l'a montré le résultat de Vigilance. La Voix Ouvrière reproche — à tort — à Marlène Dupraz de ne pas accuser les vrais responsables de la xénophobie, les patrons, les promoteurs immobiliers. Toute sa campagne met exactement l'accent sur l'urgence de crédits sociaux en faveur du logement, des infrastructures sociales, afin de défendre les Suisses comme les étrangers ! Ne faut-il pas plutôt rechercher l'origine de votes ouvriers en faveur de Vigilance dans l'absence de réponse décidée des organisations ouvrières à ces problèmes — comme l'a encore montré le refus du PS et du PdT d'appuyer l'initiative des Grottes qui aurait créé un millier de logements à bas prix ?

L'écho rencontré par la candidature de Marlène Dupraz montre en tout cas qu'après le succès de Vigilance, nombreux sont ceux qui veulent entreprendre quelque chose pour faire échec à la xénophobie. Il est triste que cette réponse ne trouve pas un appui décidé dans les organisations ouvrières. Cet objectif reste à atteindre, ce sera une des tâches importantes au-delà de cette candidature.

Michel Thévenaz

Contre le racisme et la xénophobie :

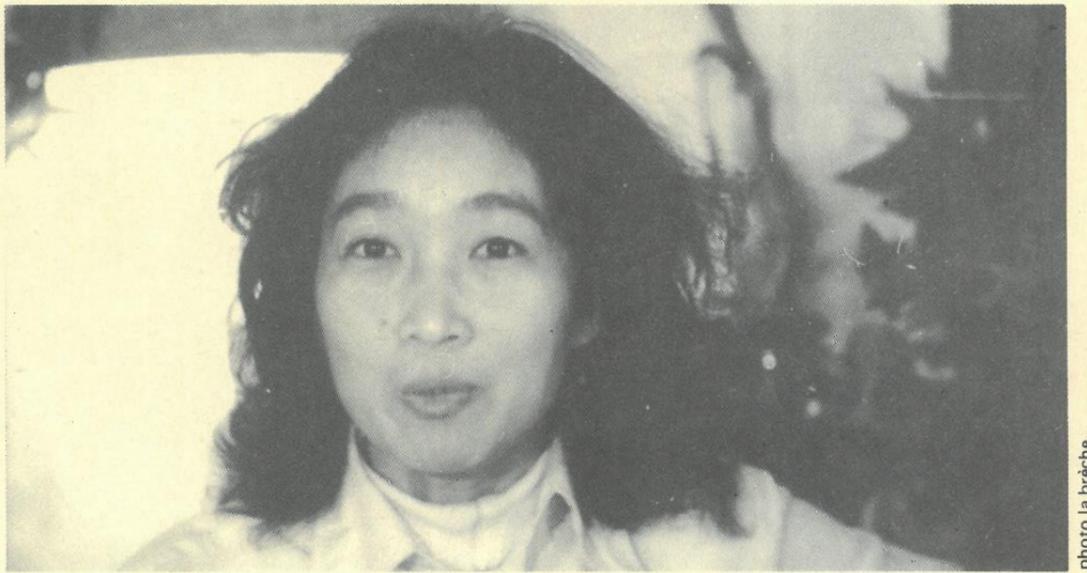


photo la brèche

"La solidarité, ça ne vient jamais tout seul"

* ENTRETIEN AVEC MARLÈNE DUPRAZ

Marlène Dupraz, "la Suisse aux yeux bridés", mère de famille, de père suisse et de mère chinoise, s'est portée candidate contre le racisme et la xénophobie lors de l'élection du Conseil administratif de Genève. Elle répond ici à nos questions.

La Brèche : Qu'est-ce qui t'a décidée à te porter candidate ?

Marlène Dupraz : Il y a longtemps que mûrit en moi la volonté d'agir contre le racisme, la xénophobie. On ne peut pas subir toute sa vie cela sans se défendre. Il faut dire tout haut que les réflexes de ségrégation existent, même chez nous. Dans ma maison, on a déjà déversé de l'acide sur mon balcon, où jouait ma fille. Heureusement, elle n'a pas été atteinte. Quand j'ai demandé à une dame de faire faire les besoins de son chien ailleurs que dans le gazon réservé par la régie aux enfants, elle m'a répondu : "Votre place n'est pas ici mais au four crématoire" ! On m'a même dit que les chiens de propriétaires suisses étaient plus propres que ma fille, une autre fois.

Je pourrais raconter des dizaines d'histoires comme cela. Je sais que je ne suis pas la seule. Un réfugié noir, logé au bout de la piste de Cointrin et travaillant en ville, a cessé de prendre le bus le matin à force d'en entendre : il se lève à 5 heures au lieu de 6 et descend à pied.

Tout cela, c'est si tu veux la ségrégation au quotidien. On s'y fait, mais on résiste aussi. Et puis, il y a eu le résultat de Vigilance et les réactions des autorités qui se mettent aussi à dire qu'il y a "trop de réfugiés", qu'ils sont "difficilement assimilables". Alors là, c'en était trop ! Tu comprends, si Vigilance entre au Conseil administratif, si des autorités commencent à légitimer le doute ou la haine envers les étrangers, alors les petites gens se trouveront autorisés à être plus arrogants encore. Ça peut même conduire à des violences.

C'est cela qui m'a décidée. Mais je ne l'aurais pas fait si je n'avais pas senti des appuis, un peu partout. Parce que jusqu'ici, je n'ai jamais fait de politique. Je suis plutôt réservée. Et comme je ne peux pas travailler, n'ayant pas pu placer ma fille à la crèche comme on me l'avait assuré, je reste plutôt à la maison. Maintenant, j'apprends qu'on peut s'engager publiquement, qu'il y a des soutiens. Il faut que cela dure au-delà de cette campagne.

*** Tu as dit "les petites gens". Tu penses que les réflexes racistes ou xénophobes sont plus répandus dans les milieux populaires ?**

— Tu sais, mon quartier, la Jonction, c'est typiquement un quartier populaire. Oui, les milieux populaires sont plus directement xénophobes. C'est normal ! Quand tu n'as pas assez pour "joindre les deux bouts", que ton logement est petit et que tu sais que tu n'en trouves pas de meilleur à un loyer abordable, tu t'en prends aux autres. La solidarité, ça ne vient jamais tout seul. Surtout quand il y a si peu d'habitude, comme en Suisse, de se défendre ensemble. Tandis que dans les milieux aisés, il y a toujours de quoi se retourner, et puis la culture est aussi différente.

Le racisme, ce n'est jamais un problème tout seul. Il y a toujours des difficultés sociales derrière qui le provoquent.

*** La crise du logement par exemple. Un député "vigilant" a été jusqu'à dire que "la crise du logement, ce n'est qu'une politique d'accueil immodérée" !**

— C'est le problème le plus brûlant bien sûr. Il y a mille logements vides, les propriétaires attendent de faire des affaires, mais on accuse le réfugié. Alors que la majorité s'entasse dans des chambres d'hôtel ou des studios. La Ville aussi en est responsable. Elle possède le plus important parc immobilier de Genève. Pourquoi n'ouvre-t-elle pas des logements accessibles, et même en réquisitionnant ceux qui sont vides ?

Mais c'est tout le domaine social qui est en cause. On ne combat pas le racisme et la xénophobie sans une politique sociale pour tous les défavorisés, suisses ou étrangers. Par exemple les crèches : elles sont chères et semi-privées, ce qui permet aux gérantes de sélectionner les enfants. Elles devraient être, comme l'école, publiques et ouvertes à tous.

Le racisme, c'est aussi un phénomène culturel. Et là, c'est franchement misérable. Je ne connais pas une culture qui s'enrichit en en

excluant d'autres. L'intégration des étrangers, ce devrait être aussi une politique culturelle différente. On claque des millions pour le Grand Théâtre. Mais il faudrait permettre de mélanger les cultures, de les échanger. Pour cela, ouvrir des centres, mettre à disposition des salles, du matériel. On verrait se développer de véritables échanges culturels, d'horizons différents, dans les milieux populaires. Ce serait autre chose que Dallas !

*** Pourquoi appelles-tu à voter à gauche ?**

— Parce que la droite est contre une politique sociale, qui est la seule chance de combattre les ségrégations. Et là, Vigilance les arrange : ils sont pour couper toutes les dépenses sociales, pour que le travailleur "se débrouille par lui-même", c'est-à-dire paie cher les assurances maladie, les transports, etc. Les riches eux s'en tireront toujours.

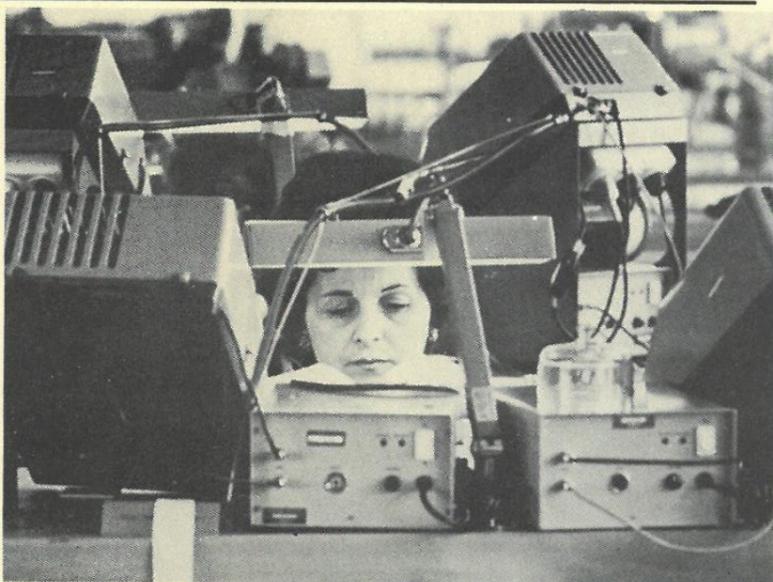
*** Mais le Parti socialiste (PS) et le Parti du travail (PdT) ne t'ont pas donné leur soutien non plus !**

— Leur attitude m'a énormément déçue. Je leur ai écrit personnellement, pour qu'ils appellent à rajouter mon nom sur leur liste. Le PdT n'a même pas fait un signe. Au PS, le président m'a dit qu'on ne me connaissait pas et même que j'étais "comme Vigilance", que je n'avais pas de programme. Quant à Ketterer (conseiller administratif, réd.), il m'a écrit pour me dire que la décision dépendait de son parti et qu'en tant que président de la LICRA (Ligue contre le racisme) il agirait "en temps utile" contre toute manifestation de racisme. Comme si le moment n'était pas venu !

Moi, je crois que tout cela n'est que prétexte. Au fond, ils ont peur de s'opposer ouvertement à la xénophobie. Ils comptent plutôt sur l'équilibre des grands partis pour que Vigilance soit tenue à l'écart. Mais ce n'est pas là le problème ! Il faut faire comprendre aux travailleurs qui suivent Vigilance que la gauche a une autre politique à proposer, des solutions solidaires qui les défendent tous, suisses et étrangers.

Bienne :

CRÉER MILLE EMPLOIS, C'EST POSSIBLE



Interfoto

Sur le milliard de francs que Furgler veut consacrer à la "relance", 1,1 o/o seulement ira dans la région horlogère. Mais même alors les salariés n'en ressentiront pas d'effets positifs. Au contraire : la "Lutte syndicale" (organe de la FTMH) du 23 mars 1983 rapporte le cas de cette entreprise du Jura qui ferme ses portes, les rouvre sous un autre nom et réengage une partie des travailleurs licenciés à un salaire inférieur, tout en profitant de l'occasion pour faire passer la commission ouvrière à la trappe. Ces pratiques ne l'ont nullement empêchée de recevoir une aide de l'Etat. Autrement dit : la relance pour les patrons, les licenciements et la surexploitation pour les travailleurs. C'est avec cette politique que le mouvement ouvrier doit rompre s'il veut vraiment défendre l'emploi.

Malheureusement, le Parti socialiste et la Municipalité socialiste de Bienne n'ont pas une politique fondamentalement différente. Les mesures prises au niveau communal vont dans le même sens que celles de Furgler. Les patrons qui veulent s'installer à Bienne se voient offrir des terrains à bon marché, les infrastructures sont fournies gratuitement, des allègements fiscaux sont promis, etc. Et l'on attend toujours les résultats...

Une autre politique est possible

L'attitude du PSO est évidemment différente. D'abord il exige de la Municipalité un bilan de sa politique de promotion industrielle.

Quelles entreprises ont bénéficié de subventions directes ou indirectes ? Pour quel montant ? Comment ces fonds ont-ils été utilisés ? Combien d'emplois ont été ainsi créés ou maintenus ? Voilà des questions d'intérêt général, auxquelles la Municipalité doit répondre publiquement. Le Parti socialiste sait aussi que ces questions sont légitimes : l'un de ses conseillers nationaux n'a-t-il pas déposé une motion (refusée par les bourgeois) demandant au Conseil fédéral de présenter un rapport sur les effets de la relance ?

Ensuite, le PSO revendique la création d'un millier d'emplois à Bienne. C'est un chiffre minimum compte tenu de la saignée de l'em-

ploi dans la région horlogère. Si la Municipalité n'est pas capable de répondre à cette exigence par sa politique de promotion industrielle, alors il faut changer de politique et cesser de se soumettre aux diktats patronaux. Les millions dépensés au titre de la relance doivent servir à créer véritablement des emplois.

Répondre aux besoins des travailleurs

Persistance du chômage, pression sur les conditions de salaire et de travail, impossibilité pour de nombreux chômeurs de retrouver un emploi : si rien n'est entrepris par les pouvoirs publics, la région risque fort de devenir un parc national des usines vides et une réserve de travailleurs à bas prix.

Pour permettre la création d'emplois, le PSO propose de fonder des entreprises publiques. Est-ce possible ? Oui, toutes les conditions sont là : connaissances techniques des travailleurs, locaux et environnement industriels, débouchés.

* Plutôt que de subventionner à coup de millions les classes dirigeantes corrompues de pays du Tiers Monde et soutenir les bénéfices des multinationales, on peut produire des installations médicales pour des pays qui en ont besoin,

comme le Nicaragua, le Mozambique ou Grenade. Les emplois ainsi créés seraient en plus utiles. Ces produits pourraient en outre bénéficier de la garantie à l'exportation - si généreusement accordée aux entreprises privées - et la production pourrait être subventionnée par l'aide au Tiers Monde de la Confédération.

* Plutôt que d'utiliser les chômeurs pour mettre sous enveloppe les cartes de l'UNICEF, on pourrait produire, par exemple, des modèles de brûleurs à mazout techniquement avancés, qui permettent jusqu'à 30 o/o d'économies d'énergie.

* Plutôt que de laisser les mains libres aux spéculateurs immobiliers, on pourrait créer une entreprise publique de construction pour répondre à la pénurie de logements et rénover la Maison du peuple, inutilisable depuis huit ans.

Voilà comment l'ensemble du mouvement ouvrier devrait répondre à la crise. Non pas en réclamant davantage de fonds publics finissant dans les poches des patrons et des actionnaires, mais en exigeant le contrôle de cette aide, afin qu'elle serve réellement à la création d'emplois et réponde aux besoins de la population.

correspondant biennois

Crèche communale à Neuchâtel :

On n'est pas encore sorti de l'auberge

Le 23 février 1983, l'Association des parents pour une crèche communale à Neuchâtel tenait une conférence de presse. A l'exception du Parti socialiste neuchâtelois (PSN), la plupart des organisations de la gauche locale ont exprimé leur soutien à cette initiative (cf. *La Brèche* no 293 du 12 mars 1983). Le même jour, le Conseil communal publiait un éditorial dans le *Bulletin Officiel de la Ville de Neuchâtel* : tous les ménages y étaient mis en garde contre la baisse de la natalité et appelés à un "renouveau" démographique. Ces couplets natalistes cachent mal le refus de l'exécutif communal de donner aux parents les moyens matériels d'élever les enfants dans des conditions satisfaisantes pour tous et toutes.

Lorsqu'il s'agit de bétonner et de creuser des tunnels, le Conseil communal va tirer toutes les sonnettes pour obtenir de l'argent; mais, lorsqu'il s'agit de dépenses sociales, les caisses sont dramatiquement vides. Voici l'avenir que nous proposons les partis bourgeois neuchâtelois : femmes, retournez à vos casseroles et vos berceaux, et allez promener vos enfants le long de l'autoroute qui sera la panacée des maux du canton de Neuchâtel.

Un exemple de la politique d'austérité fut un récent débat au Conseil général sur une subvention à une crèche privée : tout le monde reconnaît que les salaires du personnel de cet établissement surchargé sont insuffisants; mais les représentants du Parti libéral et du MPE ("écologiste") ont encore proposé une réduction du montant prévu par l'exécutif. Finalement, une subvention de 65 000 francs a été accordée du bout des lèvres par le Conseil général. Cet exemple montre que la majorité bourgeoise est

décidée à ne pas développer les dépenses sociales, au nom de la "rigueur budgétaire". Ainsi, à Neuchâtel, les salariés ne trouvent ni logements à loyers modérés, ni crèches pour placer leurs enfants; mais les personnes physiques paient toujours plus d'impôts. Comment s'étonner après cela de la baisse de la population ?

Face à cette politique d'austérité, le PSO est pour un autre "renouveau", pour le renouveau des luttes des salarié(e)s pour la satisfaction de leurs besoins et de ceux de leurs enfants.

Mais de nombreux obstacles s'y opposent : ainsi à Neuchâtel, pour une initiative communale, il faut faire signer 15 o/o du corps électoral en trois mois, soit récolter environ 4 000 signatures ! Face à toutes ces difficultés budgétaires, politiques et institutionnelles, il est indispensable de stimuler le mouvement le plus large et le plus dynamique possible. C'est pourquoi les membres du PSO engagent toutes leurs forces pour faire aboutir cette

initiative. Elle ne pourra rencontrer un succès qu'à la condition que toutes les forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier local s'unissent dans une action commune face aux austères bétonneurs du Conseil communal.

Dans la difficile situation actuelle, il est décisif que la gauche propose d'autres solutions que celles de la bourgeoisie et de son Etat. Pour que les salarié(e)s s'intéressent à nouveau aux activités politiques, il n'est pas réaliste de se contenter d'une participation minoritaire dans les exécutifs ou de motions qui expriment des objectifs légitimes mais qui sont systématiquement jetées à la poubelle par les politiciens de droite. C'est pourquoi le PSO soutient activement cette initiative et renouvelle l'appel à la section de Neuchâtel du PSN pour que ses membres rejoignent les rangs de ceux et celles qui luttent pour une crèche communale. Il reste encore des centaines de signatures à récolter !

correspondant

Métallurgie genevoise :

LES PATRONS CASSENT LA BARAQUE !

La série noire commencée à la fin 1981 dans la métallurgie genevoise, avec de nombreux licenciements collectifs, aux Charmilles, à Hispano, Lucifer, LNI, Kugler, aujourd'hui Tavano, prend actuellement la forme d'un redimensionnement général.

A l'exception de Sécheron (BBC) et de Tavano, qui conservent - pour le moment - des effectifs voisins de 1000 travailleurs, les "grands" de la métallurgie sont engagés dans des restructurations profondes : vente des terrains en ville, grosses affaires immobilières et repli sur des usines de petite dimension en zone industrielle suburbaine. Par exemple, les terrains de l'ex-groupe Charmilles (rue de Lyon, Motosacoche, Cuénod), de la SIP (rue Gourgas) et d'Hispano (rue de Lyon) sont tous en vente... Des centaines de millions sont en jeu, qui ne seront vraisemblablement jamais réinvestis dans l'industrie !

Qu'en est-il des petites entreprises "dynamiques" qui, à en croire certains, devaient assurer l'avenir de la métallurgie genevoise ? En 1981, L'Année Economique et Sociale à Genève (publication liée au Journal de Genève) chantait les louanges de Gally (160 travailleurs), une PME qui se serait hissée à la pointe du progrès en matière d'aéronautique. Aujourd'hui, cette boîte a le triste privilège d'imposer des baisses de salaire à ses travailleurs (moins 4 o/o en plus de la non-compensation du renchérissement). "C'est ça ou on ferme", menace le patron !

Face à une offensive d'une telle envergure, il n'y a rien à attendre des "petits" comme des "gros calibres" du patronat... En temps de crise ils sont toujours appuyés sur la tempe des travailleurs. Par contre, il devient urgent de discuter des axes d'un plan ouvrier pour la défense de l'emploi.

* Les grands trusts nationaux contrôlent aujourd'hui une part décisive du potentiel industriel genevois (Sécheron, Vernitissa, Charmilles, Hispano, Sodeco...). Ils ont les moyens de maintenir tous les emplois. L'application immédiate des 40 heures par ces grands groupes industriels pourrait d'ailleurs immédiatement dégager des milliers d'emplois au niveau national !

* L'Etat ne doit permettre aucune opération immobilière au bénéfice d'une entreprise de la métallurgie (déclassement de zone, autorisation de démolir) sans garanties fermes sur le maintien des emplois.

* Les autorités cantonales doivent mettre sur pied un groupe industriel public capable d'intégrer les entreprises menacées de fermeture et qui mettent en cause des centaines d'emplois.

* Il faut imposer immédiatement, comme le réclament la FTMH et les partis de gauche, un délai obligatoire de trois mois pour l'annonce anticipée des licenciements collectifs !

J. Borgeaud

Le projet d'initiative de l'USS en discussion :

Les 40 heures à pas de tortue et pour quelques-uns seulement ?

Jusqu'au 3 mai, les différentes fédérations syndicales prennent position sur le projet d'initiative de l'Union syndicale suisse (USS), que nous publions en encart. Il existe encore deux autres projets : celui du PSO (cf. *La Brèche* no 289 du 15 janvier 1983) et celui de la direction du Syndicat suisse des services publics (SSP-VPOD). L'article ci-dessous, qui débat le projet de l'USS, met l'accent sur la nécessité d'une véritable réponse à la crise, sur la semaine de 38 heures et l'intégration de toutes les couches — en particulier les plus faibles — de la classe ouvrière dans cette lutte.

La décision du congrès de l'USS de lancer une initiative pour la réduction du temps de travail — contre l'avis de la direction — tombait bien. Non seulement parce que l'ensemble du mouvement ouvrier européen commence à considérer les 35 heures comme l'axe principal de la lutte syndicale contre le chômage et le stress. Mais parce qu'en Suisse aussi, il devient urgent que le mouvement ouvrier se donne ses propres perspectives, indépendamment des patrons et de leur gouvernement, et redevenue ainsi un mouvement utile aux yeux des salariés.

Pour réaliser cela, l'initiative doit contenir une perspective claire. C'est le seul moyen pour répondre efficacement aux difficultés croissantes qui nous attendent (chômage, stress). Est-ce que le projet d'initiative, tel que la direction de l'USS

le présente, contient ce genre de perspective ?

Pas de tortue et pas de deux avec le patronat

La lutte principale à propos de l'initiative, la campagne de votation, n'aura lieu au plus tôt que dans 6 ans. L'initiative ne doit donc pas se limiter à prendre en compte l'actualité immédiate. Si les dirigeants syndicaux prétendent que la votation pourra se dérouler en 1986 ou 1987 déjà, ils se livrent à une dangereuse feinte de jeu. Tout le monde sait qu'un tel délai est impossible. Indirectement, la direction syndicale reconnaît ainsi qu'elle n'a rien à proposer pour les années quatre-vingt-dix.

La première disposition transitoire du projet de l'USS prévoit, pour les travailleurs industriels et le

personnel de bureau, l'obtention de la semaine de 40 heures quatre ans après l'acceptation de l'initiative. Donc, si l'on veut être réaliste, au plus tôt en 1993. Pour les travailleurs non industriels — par exemple ceux du bâtiment — ce délai est même de neuf ans après la votation populaire. Si l'on songe aux problèmes qui nous attendent, cela représente à peine une perspective crédible pour éviter les conséquences de la crise aux salarié(e)s et les gagner à une politique syndicale active. L'objectif du projet de l'USS semble être d'abord de pouvoir présenter une revendication "modérée" et "raisonnable" aux patrons. Cela donnerait à la revendication elle-même une ambiguïté certaine. Ceux et celles qui voudraient se battre ne bougeront quasiment pas pour un tel objectif; et ceux qui misent encore sur la "bonne foi" et l'entente avec les patrons, basculeront une fois encore du côté patronal, pour qui toute réduction du temps de travail est de toute façon de trop.

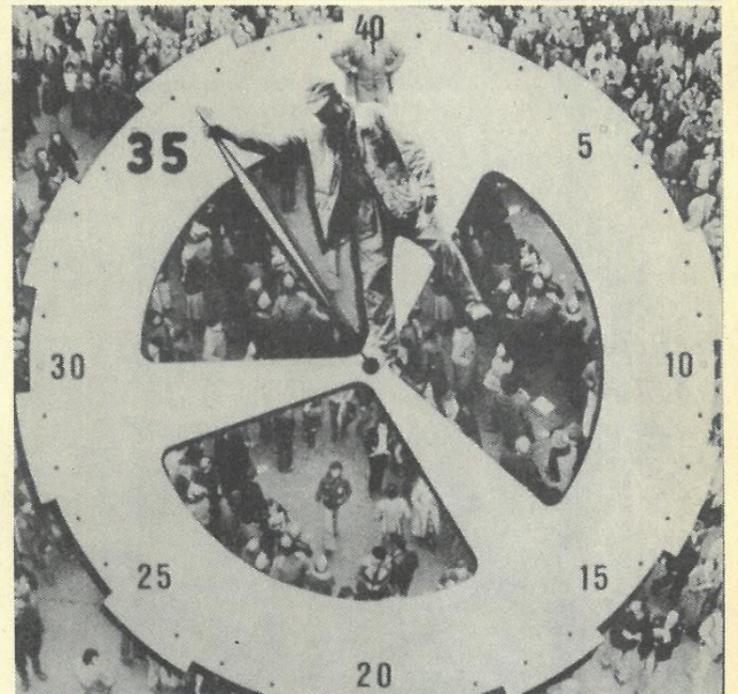
Les 38 heures : un véritable objectif

A l'inverse, nous sommes d'avis qu'il faut fixer un véritable objectif pour les 10 ans à venir fournissant une perspective réaliste pour répondre au problème du chômage. Les 38 heures représentent un objectif de ce type :

1. Pour les travailleuses et les travailleurs auxquels s'appliquent la loi sur le travail ou l'ordonnance concernant les chauffeurs la durée maximum de la semaine de travail est réduite de deux heures au moins à l'expiration d'un délai d'une année dès l'adoption de l'art. 34^{ter}, alinéa 1 bis. Ensuite, elle sera réduite chaque année, de deux heures au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne quarante heures et d'une heure au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne trente-huit heures. (Extrait de la proposition du PSO, valable aussi pour les travailleurs dont le temps de travail est réglé par la deuxième disposition transitoire.)

Une autre variante serait celle d'une obtention beaucoup plus rapide des 40 heures. Elle indiquerait que dès la première année la durée légale serait réduite de 4 heures et chaque année suivante de 2 heures, jusqu'aux 40 heures. Cela aurait pour effet que tous ceux et toutes celles dont le temps de travail est conventionnellement déjà inférieur à ce que prévoit la loi sentiraient dès la première année les conséquences bénéfiques de l'adoption de l'initiative.

La proposition du SSP-VPOD va aussi dans ce sens. Mais pour qu'elle devienne efficace, il faudrait donner une date ferme, à partir de laquelle le décompte des années pour l'in-



troduction des 40 heures puisse être calculé. Si cette date était 1983, l'initiative aurait très vraisemblablement des effets concrets dès la première année suivant son adoption.

Ne pas laisser tomber les couches faibles de la classe ouvrière

Le deuxième paragraphe de la première disposition transitoire du projet de l'USS indique que le parlement doit décider de la manière dont les travailleurs et les travailleuses soumis à des dispositions légales particulières concernant leur temps de travail vont obtenir les 40 heures. De qui s'agit-il et quelle est la durée de travail de ces salarié(e)s ?

Le personnel de service de l'hôtellerie a une semaine de travail qui ne peut légalement dépasser... les 60 heures; pour les cuisiniers, la limite est de 51 heures et pour le reste des travailleurs de l'hôtellerie de 57 heures. Les petites entreprises ont encore le droit de prolonger de 6 heures ces horaires stakhanovistes. Or cette réglementation concernait quand même 170 000 personnes en 1980. Ces dispositions légales particulières concernent aussi les employés des cliniques privées, dont l'horaire légal est de 50 à 55 heures.

Ce sont là justement les couches qui jusqu'à maintenant n'ont pas été touchées ni défendues par le mouvement ouvrier organisé : des femmes et des immigrés surtout. Laisser le législateur se préoccuper de leur temps de travail signifie les trahir une fois de plus. C'est pourquoi nous proposons que l'initiative stipule que ces catégories bénéficient aussi d'une réduction du temps de travail, qui soit proportionnellement aussi grande que celle fixée par le premier paragraphe de

la première disposition transitoire. Ce n'est qu'après cette première réduction que le législateur doit pouvoir fixer le rythme de la suite.

Réduction du temps de travail sans diminution de salaire

Si l'initiative est conçue comme un moyen pour rassembler et renforcer toutes les forces actives du mouvement ouvrier, cela doit se traduire à notre avis dès son lancement. Cela signifie d'abord que les directions syndicales devraient cesser d'avancer des arguments qui ne font que discréditer la revendication et démobiliser les gens.

L'un de ces arguments consiste à expliquer que la revendication pourrait être introduite "sans effets sur les coûts", c'est-à-dire qu'elle serait compensée par une diminution de salaire. Ce genre d'argument cimente une nouvelle fois la paix du travail et rend la revendication inattractive. Les réductions de salaire existent déjà — plus de 2 0/0 l'an passé — et il n'y a quand même pas eu de réduction du temps de travail. Le mouvement ouvrier doit aujourd'hui défendre tous les acquis et non pas les jouer les uns contre les autres. Nous revendiquons le plein emploi et le maintien complet du pouvoir d'achat.

Intégrer les organisations de l'immigration et des femmes

La deuxième exigence pour une forte mobilisation est d'inscrire dans tous les contrats collectifs la revendication de la diminution du temps de travail et de mobiliser activement en conséquence. L'initiative ne doit pas être utilisée comme un alibi pour céder au niveau des contrats collectifs. Il ne s'agit vraiment pas qu'un syndicat — comme dans le cas de l'habillement — renonce à la diminution du temps de travail prévue par la convention sous prétexte que la situation économique des patrons ne le permet pas.

Et la dernière condition d'une véritable mobilisation consiste, à notre avis, à contacter toutes les forces susceptibles de participer à un lancement commun. Ce qui implique aussi les syndicats chrétiens, les associations d'employés et tous les partis ouvriers sans exception.

Il faudra mettre un poids particulier à l'intégration des organisations progressistes de femmes, surtout l'OFRA (Organisation pour la cause des femmes) ainsi que les organisations et partis de l'immigration. Les femmes et les immigrés sont parmi les premières victimes de la crise. Leur intégration au lancement doit exprimer clairement la volonté du mouvement syndical de défendre tous les salarié(e)s.

Fritz Osterwalder

Projet de texte d'initiative de la direction de l'USS

Article 34^{ter}, alinéa 3

La loi pourvoit à la réduction progressive de la durée du travail, en vue d'assurer aux travailleurs une part équitable de l'accroissement de la productivité dû au progrès technique et de créer des conditions de plein emploi.

Dispositions transitoires

1. Pour les travailleurs auxquels s'applique la loi sur le travail ou l'ordonnance sur les chauffeurs, la durée maximale de la semaine de travail est réduite de deux heures au moins à l'expiration d'un délai d'une année dès l'adoption de l'article 34^{ter}, alinéa 3. Ensuite, elle sera réduite chaque année d'une heure au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne 40 heures.

Pour les travailleurs qui font l'objet de dispositions spéciales (article 27 de la loi sur le travail), la loi détermine les étapes de la réduction jusqu'à ce que soit atteinte la durée maximale de 40 heures.

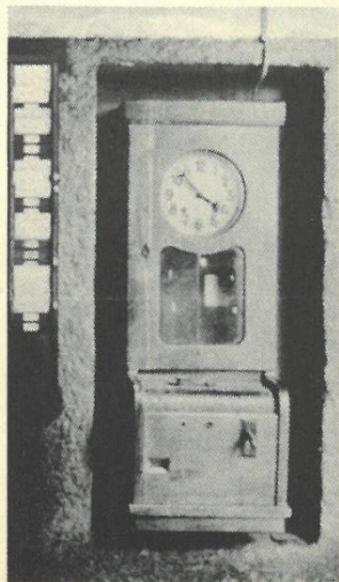
2. Pour les travailleurs auxquels s'applique la loi sur la durée du travail ou la loi fédérale sur le statut des fonctionnaires, la durée moyenne de la semaine de travail est réduite de deux heures au moins à l'expiration de l'article 34^{ter}, alinéa 3. Ensuite, elle sera réduite chaque année d'une heure au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne 40 heures.

Proposition SSP/VPOD

1. Pour les travailleurs auxquels s'applique la loi sur le travail ou l'ordonnance sur les chauffeurs, la durée maximale de la semaine de travail est réduite de deux heures au moins à l'expiration d'un délai d'une année dès l'adoption de l'article 34^{ter}, alinéa 3. Ensuite, elle sera réduite chaque année de deux heures au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne quarante heures.

(2e paragraphe comme celui du texte de l'USS.)

2. Pour les travailleurs auxquels s'applique la loi sur la durée du travail ou la loi fédérale sur le statut des fonctionnaires, la durée moyenne de la semaine de travail est réduite de deux heures au moins à l'expiration d'un délai d'une année dès l'adoption de l'article 34^{ter}, alinéa 3. Ensuite, elle sera réduite chaque année de deux heures au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne quarante heures.



« La stratégie révolutionnaire traditionnelle en Amérique latine partait de l'idée qu'un mouvement de guérilla ne pouvait exister que dans un pays disposant de grandes régions montagneuses et forestières. (...) En Uruguay il fut prouvé qu'une guérilla urbaine pouvait s'établir et se maintenir. Dans tous ces cas de révolutions victorieuses (*Cuba et le Nicaragua, réd.*) ou défaites il manquait, toutefois, l'élément du peuple organisé. C'est exactement sur ce point que le Salvador place de nouveaux accents en Amérique centrale.

LA FUSION DE LA GUÉRILLA ET DU MOUVEMENT DE MASSE

Au Salvador il a été possible de fusionner la stratégie d'insurrection d'une armée de guérilla professionnalisée, stratégie couronnée de succès à Cuba et au Nicaragua, avec les expériences d'une guérilla urbaine en Uruguay, et ceci sur la base d'un mouvement de masse. C'est de là qu'est née l'implantation actuelle de la guérilla et des milices dans le peuple. C'est cela qui a rendu possible la construction et le maintien de zones contrôlées dans diverses parties du pays. Les fondations de ces zones furent posées par les organisations révolutionnaires des paysans et des travailleurs agricoles qui menèrent un travail de conscientisation durant les années soixante-dix. Elles furent suivies des organisations de masse dans les villes durant les années quatre-vingt, qui virent nombre de leurs membres se déplacer dans ce qui devint plus tard des zones contrôlées. De l'extérieur, il peut sembler que le mouvement révolutionnaire ait perdu une partie de sa base sociale, vu l'arrêt, depuis 1980, des mobilisations de masse dans les villes. Un examen plus attentif montre cependant que la résistance a simplement trouvé d'autres formes d'expression. C'est pourquoi le mouvement reste pratiquement invaincu. Le gouvernement s'était préparé à une guerre contre une guérilla; il se heurta à une guerre populaire. Depuis 1980 c'est la question du pouvoir qui est posée. Le régime n'a pu consolider le sien, tandis que le FDR/FMLN a lentement étendu le sien.

Le processus révolutionnaire au Salvador a connu ses premiers signes avant-coureurs en 1970. Dès le départ il fut placé sous le concept de la guerre populaire prolongée. Il n'y avait pas de perspectives pour une victoire rapide car en 1970 il était clair que le rapport des forces était fortement en défaveur de la révolution. Par conséquent, un renversement du rapport des forces n'était possible qu'au travers d'une intégration progressive du peuple à la lutte, combinée avec des progrès dans le développement de la lutte armée.

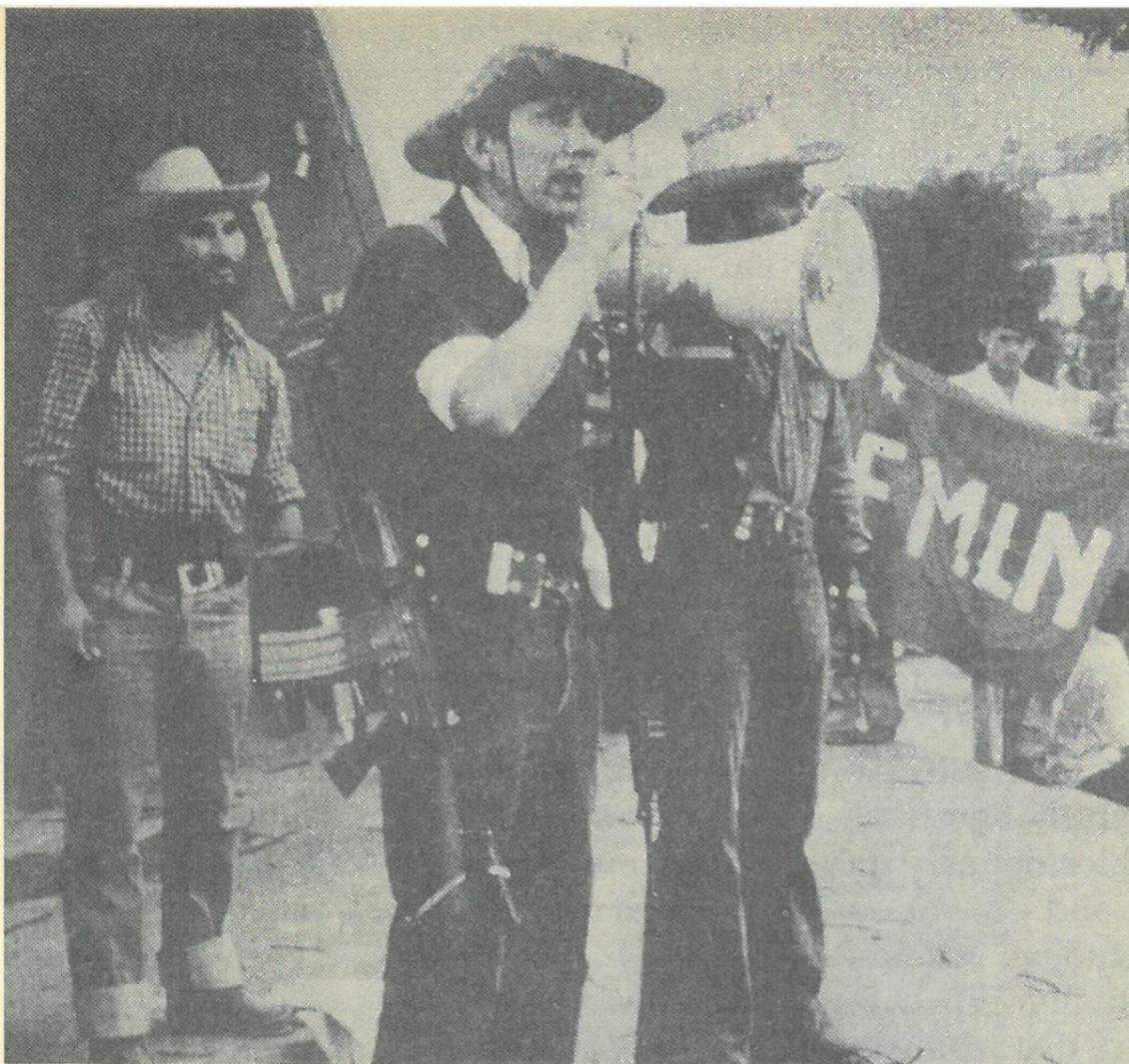
Dans ce sens, les révolutionnaires du Salvador ont tiré les leçons des échecs des processus révolutionnaires dans d'autres pays qui, trop souvent, furent liés à des espoirs dans des putschs de militaires "progressistes" ou encore à l'illusion d'une insurrection spontanée du peuple, à laquelle la guérilla devait servir de détonateur. A cela s'ajoute le fait que le Salvador n'était pas dominé par une dictature militaire ou celle d'une seule famille, comme ce fut le cas au Nicaragua et à Cuba, mais bien par le pouvoir de classe d'une bourgeoisie, consolidée par l'histoire. Ainsi, depuis les années soixante-dix, le pouvoir organisé de la bourgeoisie se trouvait-il en opposition au prolétariat organisé des villes et des campagnes. C'est la raison pour laquelle les révolutionnaires du Salvador ne se sont pas seulement engagés dans un combat antidictatorial. Leur combat était dirigé vers un but socialiste contre un système capitaliste d'exploitation décadent. Un tel combat implique, nécessairement, la participation consciente et organisée, tout particulièrement des paysans et des travailleurs. Ces derniers doivent devenir eux-mêmes les acteurs de l'histoire. C'est également important dans la perspective de la construction, après la victoire, d'une société véritablement révolutionnaire à contenu socialiste. Une telle tâche ne pourra être l'œuvre d'un gouvernement révolutionnaire uniquement.

LE POUVOIR POPULAIRE — UN BESOIN DU PEUPLE

Les premiers pas accomplis dans la construction du pouvoir populaire signifient, dans le cadre de ce concept de la stratégie révolutionnaire, un progrès décisif et une modification importante des rapports des forces dans le pays.

Le développement des premières zones contrôlées après l'offensive de janvier 1981 permit de créer les conditions pour la mise en place de nouvelles formes d'auto-organisation civiles et locales avec des structures de décision à la base. Consciemment et grâce à la confiance dans la protection assurée par le FMLN, la population s'est intégrée, pas à pas, dans quelque chose qu'elle déterminait elle-même. L'existence de ces structures démontre qu'aujourd'hui, au Salvador, deux forces s'opposent : une force ancienne, l'oligarchie, et une force croissante, celle des ouvriers et paysans et d'autres couches de la population.

Le pouvoir populaire local n'est pas seulement une opération tactique du FMLN pour conquérir le pouvoir. Il s'agit d'un besoin du peuple : le remplacement de l'ancien ordre politique social et militaire par un nouvel ordre révolutionnaire qui s'attaque aux problèmes matériels et sociaux immédiats et qui unit le peuple dans la lutte de libération. Cette tâche ne pouvait être accomplie par les révolutionnaires pour le peuple; elle devait être assumée par le peuple lui-même. C'est lui qui est le mieux à même de fusionner



El Salvador :

UN PEUPLE LUTTE ET S'ORGANISE

Vu d'Europe, à travers le prisme déformant des médias occidentaux, la lutte des révolutionnaires salvadoriens apparaît, au mieux, comme une lutte contre. Contre la brutalité de la dictature, contre le pouvoir absolu de l'oligarchie. Il est bien plus rare de savoir pour quoi ils combattent. Le document que nous publions ci-contre montre comment, dans la vie quotidienne, la combinaison s'opère entre certains éléments du programme politique du Front Farabundo Marti de libération nationale et les nécessités de l'affrontement militaire. Le souci d'auto-organisation des masses populaires qu'il traduit est chose peu connue, même dans le mouvement de solidarité. C'est pourquoi il nous a semblé utile et nécessaire de publier ce texte, édité par le Centro de documentación Radio Farabundo Marti à Managua¹. Manière d'appeler, dans ce numéro largement diffusé lors des manifestations du 1er Mai, à renforcer massivement la solidarité avec la révolution centro-américaine.

ses traditions et ses espoirs et de construire ainsi quelque chose de nouveau et de solide. Seuls les femmes, les hommes, les enfants et les personnes âgées aujourd'hui dans les zones contrôlées, et demain dans tout le pays, sont en mesure de transformer chaque objectif, chaque colline et chaque parcelle du territoire en une base combative, tranquille et permanente de la révolution.

LE POUVOIR POPULAIRE — UNE RÉPONSE À LA POLITIQUE DE LA "TERRE BRULÉE"

La construction du pouvoir populaire est également la réponse à la stratégie de la "terre brûlée" du régime qui vise précisément le dépeuplement de larges secteurs du territoire afin d'isoler la guérilla. C'est pourquoi le FMLN poursuit une politique de réinstallation des familles en fuite (...)

1. Nous nous sommes basés, pour la traduction, sur l'édition allemande Analyse der wirtschaftlichen, politischen und militärischen Entwicklungen in El Salvador, no 1, février 1983, publiée par l'Informationsstelle El Salvador, Siebengebirgsallee 81, RFA — 5000 Cologne. Radio Farabundo Marti est un émetteur du FMLN émettant dans la région de Chalatenango.

Si l'on ne veut pas se contenter de libérer le peuple, si l'on veut faire de cette libération un objectif du peuple lui-même, on ne peut agir autrement qu'en garantissant aux paysans et travailleurs agricoles la protection et la sécurité dont ils ont besoin pour se mettre au travail.

Des estimations du "Centre de recherches sociales" — CIAS — qui travaille en étroite collaboration avec l'opposition salvadorienne, montrent que dans les zones contrôlées par le FMLN, couvrant environ le 20 o/o du territoire, il y a une population d'environ 300 000 personnes vivant dans 200 petites et moyennes agglomérations. Si l'on tient compte des habitants des agglomérations plus importantes dans les zones dont le contrôle est disputé, ainsi que des sympathisants de la révolution dans les autres régions, on constate qu'il existe une population très importante pouvant être intégrée dans les structures de la résistance. Cette population constitue la colonne vertébrale humaine de la révolution.

LES STRUCTURES DU POUVOIR POPULAIRE

Les organes du pouvoir populaire ont un siège fixe. Leur organe suprême est l'assemblée de village. Elle se donne un président et des responsables pour la production, la justice,

les œuvres sociales, la sécurité et l'autodéfense, qui sont des membres élus par la population du village. Seul le responsable de la sécurité et de l'autodéfense doit être confirmé dans ses fonctions par le dirigeant militaire local de la guérilla. La cohésion et la direction de ces structures civiles ainsi que celles de la guérilla sont assurées par les cadres politiques de la guérilla, en vertu du principe de la soumission du militaire au politique. Ainsi, une forte centralisation — déterminante dans une guerre — des expériences et des décisions est garantie, de même qu'une participation démocratique du peuple, précondition d'une véritable guerre populaire.

La production de biens, agricoles et autres, s'accomplit sur des terres communales, voire dans des ateliers propriété de la commune. Les hommes et les femmes participent à la production en fonction de leurs capacités et connaissances. La production agricole est concentrée sur le maïs et les haricots et, depuis peu, sur les légumes poussant sous terre, moins facilement détruits par les bombardements ennemis. Dans les ateliers on fabrique des souliers, des habits et divers ustensiles. La répartition de la production se fait sur la base d'une planification stricte : 50 o/o pour la population civile, 30 o/o pour la guérilla et 20 o/o pour le commerce ou pour les réserves.

Là où le pouvoir populaire naît, des campagnes d'alphabetisation sont conduites. Les besoins dans le domaine de la santé sont assurés par des brigades qui s'occupent des malades et qui dispensent un enseignement en matière de prévention (...). De vieux remèdes traditionnels trouvent de nouvelles applications. Enfin, des mesures sont prises dans les communes contre les atteintes psychiques frappant la population civile et les guérilleros du fait de la guerre. Les moyens sont des thérapies individuelles ainsi que des fêtes culturelles.

Un responsable pour la sécurité a expliqué sur les ondes de Radio Farabundo Marti comment s'opère la collaboration entre le pouvoir populaire et la guérilla pour la défense des zones contrôlées :

"Nous, les responsables pour la sécurité et l'autodéfense, nous trouvons, avec la milice locale, en état d'alarme permanent. Nous observons le terrain et signalons tout mouve-

ment étranger à la guérilla. Nous disposons de systèmes d'alarme, par exemple des explosifs, afin d'avertir de tout danger imminent. Nous plaçons des pièges et des attrapes pour effrayer les soldats (...). La créativité du peuple dans ce domaine ne connaît pas de limites."

LE POUVOIR POPULAIRE CONNAIT UN DÉVELOPPEMENT INÉGAL

Le pouvoir populaire local est sans conteste un acquis important de ce processus révolutionnaire. Il ne constitue pas, cependant, une structure se développant en même temps et avec les mêmes résultats dans toutes les zones contrôlées. Ce n'est pas partout que la capacité d'initiative du peuple a pu être stimulée de manière aussi importante, car cette capacité d'initiative dépend du travail politique préparatoire accompli. (...) Souvent son développement dépend de la configuration géographique de la région et de la fréquence des attaques de l'armée. (...)

La façon dont les différentes organisations composant le FMLN conçoivent la mise en place du pouvoir populaire est cependant déterminante. Dans certaines régions le pouvoir populaire est plutôt une composante de la logistique et de l'infrastructure de la guérilla. Dans d'autres, il s'agit plutôt du résultat d'une organisation indépendante de la population, détachée des structures militaires, avec, toutefois, un élargissement de la logistique dans le domaine civil. Dans le premier cas, la direction de la guerre décide des problèmes pratiques dans la construction et la modification des structures de pouvoir populaire, ce qui donne une capacité d'adaptation plus grande de la guérilla à la dynamique de la guerre. Dans le deuxième cas, il s'agit de remplir l'exigence de la participation maximum de la population à la définition de la nouvelle société. Cela présuppose un processus patient de construction et un travail de conviction politique et donc une perspective à plus long terme.

Ces différences constituent, cependant, des formes d'expression d'un seul et même acquis que les Salvadoriens appellent le Poder Popular. >>>

Amérique centrale :

L'enjeu de la révolution

Le début de l'année 1983 a été marqué par une accentuation de l'intervention américaine en Amérique centrale. Les responsables du gouvernement Reagan n'en font d'ailleurs pas mystère et multiplient les mises en garde à l'égard du Nicaragua et des combattants du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) du Salvador.

Au Nicaragua, l'infiltration des ex-gardes somozistes, estimés à 2000, représente un nouveau palier dans l'intervention impérialiste. La prochaine étape sera une intervention plus directe de l'armée hondurienne en coordination avec celles du Guatemala et du Salvador. Les opérations actuelles des contre-révolutionnaires ont un double objectif : faire pression sur la révolution sandiniste pour obtenir l'isolement de la lutte révolutionnaire du FMLN au Salvador, et déstabiliser le Nicaragua dans la perspective d'actions plus importantes aux objectifs encore plus ambitieux. Le premier aspect de cette tactique s'ajoute à la mise en place, au Salvador, d'un programme de "pacification rurale" destiné à repousser la guérilla hors des zones d'intérêt économique qu'elle menace, notamment dans les provinces de San Vicente et d'Usulután.

L'ampleur atteinte par l'intervention impérialiste ne permet pas, toutefois, de mettre un véritable cran d'arrêt aux progrès de la révolution en Amérique centrale. Ces derniers jours, le FMLN a lancé une nouvelle offensive qui a abouti à l'encercllement de la ville d'Usulután, dont toutes les voies d'accès sont coupées. Pour pouvoir tenter de renverser le cours politique actuel en Amérique centrale, l'impérialisme américain devrait passer à une étape supérieure dans l'intervention. Il se heurte là à des obstacles politiques importants.

Premièrement, une intervention militaire directe des Etats-Unis provoquerait, dans toute l'Amérique latine, une montée des mobilisations anti-impérialistes. Ces mobilisations dépasseraient de loin ce que l'on a pu voir à l'occasion de la guerre des Malouines. De nombreuses dictatures financées par Washington verraient leur socle trembler.

Deuxièmement, aux Etats-Unis mêmes, l'opposition à la politique de Washington en Amérique centrale est très profonde, en particulier dans la classe ouvrière. La bourgeoisie américaine se souvient fort bien des effets de décomposition qu'eut la guerre du Vietnam. L'existence d'une telle opposition aux Etats-Unis a donc un effet de dissuasion important.

Le gouvernement Reagan cherche à se libérer de ces contraintes en menant une campagne de propagande sur des thèmes connus. La "menace soviétique" plane sur l'Amérique latine. Cuba est "l'agent de Moscou" dans la région. Les "terroristes" veulent prendre le pouvoir au Salvador. Les "nouveaux tyrans" de Managua ne sont pas meilleurs que Somoza. La liste pourrait s'allonger ad eternam. Cette propagande est relayée par la bourgeoisie suisse. Invité au Téléjournal le dimanche 17 avril, l'ex-président démocrate-chrétien du Conseil des Etats, Pierre Dreyer, s'éleva contre les "libérateurs qui sont devenus les nouveaux oppresseurs en Amérique centrale".

La fonction de cette propagande étant évidente, c'est notre tâche que de répondre en donnant la parole aux combattants révolutionnaires d'Amérique centrale. Le document que nous publions dans ce dossier illustre l'un des aspects de la révolution au Salvador, à savoir le développement d'organes de pouvoir ouvrier et paysan dans les zones contrôlées par le FMLN. La dynamique de la révolution est ainsi bien saisie. La lutte actuelle du peuple salvadorien est dirigée vers le renversement du système capitaliste et la construction du socialisme. Il faut souligner l'insistance mise dans ce document sur la participation démocratique des masses au nouveau pouvoir qui s'installe et se développe au Salvador. Un tel accent renoue avec d'autres traditions issues du mouvement ouvrier révolutionnaire, celles des conseils d'ouvriers et de paysans et des milices ouvrières. Ce document est intéressant à un autre titre. Loin de tout triomphalisme, il montre les objectifs des combattants révolutionnaires, tout en soulignant les difficultés et les liens avec d'autres expériences révolutionnaires en Amérique latine.

André Meylan



Berne, 4 juin à 14h.30, Place fédérale :

MANIFESTATION CONTRE L'INTERVENTION US EN AMÉRIQUE CENTRALE

La situation en Amérique centrale a atteint un point critique ces derniers mois. Au Nicaragua, l'intervention des groupes contre-révolutionnaires soutenus par les Etats-Unis a pris des proportions jamais atteintes jusqu'ici. Leur but est le renversement du gouvernement et la destruction des acquis de la révolution. Au Salvador, malgré la terreur gouvernementale, la résistance du peuple n'a pas été brisée. Elle s'est, au contraire, considérablement renforcée ces derniers mois. Sans l'appui militaire et économique massif du gouvernement Reagan, l'armée et le gouvernement salvadoriens seraient proches de l'effondrement. C'est pourquoi le gouvernement Reagan a annoncé une augmentation de l'aide militaire et économique à 337 millions de dollars au total. Les souffrances du peuple salvadorien sont ainsi inutilement prolongées. Au Guatemala, le génocide perpétré contre les Indiens des hauts-plateaux se poursuit sans répit. L'aide militaire au régime, interrompue par le président

Carter en 1977, a été reprise il y a quelques mois.

Nous devons contribuer à empêcher un deuxième Vietnam. Une solidarité active avec les peuples d'Amérique centrale — y compris en Suisse — est plus urgente que jamais.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Halte à l'intervention US en Amérique centrale,
- Solidarité avec les luttes de libération des peuples d'Amérique centrale,
- Condamnation publique de cette politique d'intervention par le Conseil fédéral,
- Reconnaissance de l'opposition unifiée FDR/FMLN du Salvador et de l'URNG du Guatemala comme forces représentatives de leur peuple, par le Conseil fédéral.

A l'initiative des Comités de solidarité Nicaragua / El Salvador

Canton de Vaud :

QUELQUES MIETTES POUR LA RELANCE

Le nouveau plan de relance de l'économie vaudoise, présenté par le conseiller d'Etat radical Delamuraz, ne propose strictement aucune mesure permettant de défendre des emplois dans les régions et secteurs industriels fortement touchés par la crise. La politique du laisser faire - laisser aller reste le dogme de l'Entente vaudoise; radicaux et libéraux réaffirment leur foi dans l'économie de marché, au mépris des réalités du chômage et des licenciements. L'exposé des motifs du gouvernement est d'ailleurs très clair : le premier volet (sur la demande) "est modeste, la structure même du budget cantonal ne permettant pas d'animer d'une manière véritablement sensible les secteurs les plus exposés de l'économie vaudoise : l'horlogerie et la mécanique".

Une relance en pointillé

12 millions et demi, c'est la somme qui va être utilisée pour saupoudrer l'économie vaudoise, essentiellement par des mesures indirectes facilitant les restructurations et visant à la relance des profits : aide financière à l'innovation et à la diversification, aide financière à l'Office vaudois de cautionnement hypothécaire, aide financière à l'Office vaudois de cautionnement pour la petite et moyenne entreprise, décret augmentant la participation financière du canton à l'Office vaudois pour le développement du commerce et de l'industrie et enfin subvention pour la

prise en charge de frais de participant aux cours de perfectionnement. Quant aux travaux et commandes directs de l'Etat, ils sont quantitatifs négligeables. Ils ne représentent souvent que l'accélération de la réalisation de travaux déjà prévus.

Les licenciements à Matisa font-ils partie du nouveau plan de relance ?

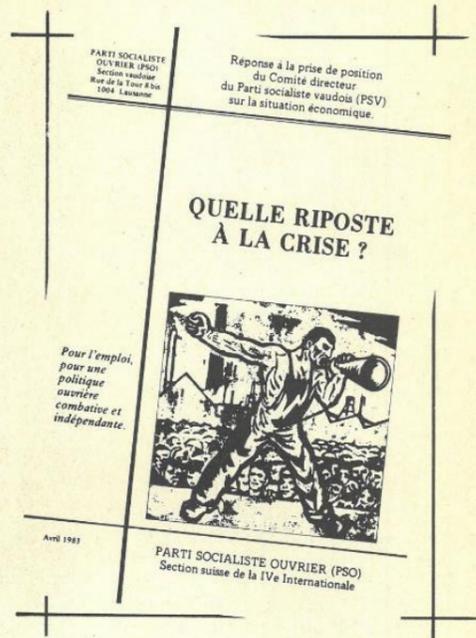
A l'annonce du rachat de Matisa par SIG et des 111 nouveaux licenciements qui ont suivi, Delamuraz a illustré la réalité de cette politique de relance de l'Entente vaudoise en affirmant sans pudeur aucune que

cette solution le "déçoit en bien". Cynisme et surtout volonté politique de faire payer la crise aux salariés, voilà ce qu'est aujourd'hui la politique de la majorité radicalo-libérale. Les Groupements patronaux vaudois, opposants farouches à toute intervention de l'Etat dans l'économie, crachent le morceau sur l'opération "poudre aux yeux" — on est en année électorale — que représente ce plan de relance "en s'étonnant du miracle suscité par le plan vaudois, à savoir de contenter autant de gens avec si peu de moyens" ! Avez-vous donc d'une droite qui connaît bien le rapport de forces actuel.

Non au plan de relance-bidon de l'Entente vaudoise, Pour une entente ouvrière et populaire afin de défendre l'emploi !

Ce plan de relance de Delamuraz est une mascarade dont les seuls effets concrets seront d'aider les patrons à mieux rationaliser et par conséquent à licencier. Le cas de Matisa le montre. Le Parti socialiste vaudois (PSV) a développé, il y a deux mois, un programme contre la crise. Il est nécessaire aujourd'hui de regrouper toutes les forces du

En pleine grève de Matisa, le Parti socialiste vaudois avait publié une prise de position hardie en matière de lutte pour l'emploi. Il y lançait, entre autres, l'idée d'une grève générale politique de deux heures. La section vaudoise du PSO vient de publier une contribution à ce débat. On peut l'obtenir sur simple demande à son adresse (8 bis, rue de la Tour, Lausanne).



mouvement ouvrier — sur la base des propositions faites dans ce programme ou sur celles contenues dans la "lettre ouverte" du PSO pour la séance extraordinaire du Grand Conseil en mars — pour riposter à cette politique arrogante du patronat et de la droite. Le PSV a des responsabilités. Qu'il les

prenne ! Dans le débat parlementaire au Grand Conseil, ses députés doivent refuser nettement cette politique bourgeoise. Dans les entreprises et les syndicats, sur les lieux de travail comme sur le plan politique, ensemble nous pouvons et devons agir !

J.-M. Dolivo

111 nouveaux licenciements à Matisa !

SIG (Schweizerische Industrie Gesellschaft) a racheté Matisa, plus exactement a démantelé cette entreprise en licenciant la moitié des salariés restant. Comme SIG l'affirme ouvertement : "Le groupe SIG ne peut reprendre valablement que la partie de Matisa qui correspond aux besoins réels". A cette logique de licenciement s'ajoute un véritable chantage à la fermeture complète, puisque SIG ajoute : "Il est évident qu'une grève ne servirait à personne et pourrait remettre en question l'ensemble du projet". Canon et SIG poussent même le culot jusqu'à en appeler à "la compréhension des employés de Matisa" ! Ceux-ci sont surtout dégoûtés car ce sont eux qui font l'entièreté des frais de ces opérations de vente. Leurs emplois sont sacrifiés sur l'autel des profits "canadiens" et "suisses" de Canon et SIG. Réunis en assemblée générale, les salariés de Matisa ont mandaté leur commission d'entreprise pour qu'elle négocie un plan social qui donne, au moins sur le plan matériel, des sommes correspondant au double du plan social imposé après la grève de février-mars.

La FTMH applaudit des deux mains au rachat de Matisa par SIG. Alors que les licenciements pleuvent, la direction de ce syndicat ose dire que "le retour en mains suisses de Matisa permettra de garantir l'existence de cette entreprise". Franchissant un pas de plus dans sa politique de démobilitation — si c'est encore possible ! — elle apporte sa caution au chantage de SIG en "mettant en garde le personnel contre d'éventuelles mesures de lutte qui risqueraient de mettre en cause l'existence de cette entreprise". Qu'y a-t-il encore de commun entre cette position et une politique syndicale ? Poser la question, c'est y répondre. La réaction de la FTMH constitue une trahison des intérêts ouvriers au nom de la défense de l'industrie suisse, comprenez du patronat helvétique.

Référendum en matière de crédits militaires :

L'initiative assurée grâce au PSO



Au mois d'octobre dernier le Parti socialiste suisse (PSS) déclarait qu'il assurerait seul la réussite de l'initiative. L'aide d'autres forces n'était, par conséquent, ni nécessaire, ni souhaitable.

Maintenant c'est vraiment sûr : l'initiative qui était très menacée il y a six mois aboutira. Le PSS a récolté 80 000 signatures, le PSO 32 000 et le comité de soutien 4 000. Le calcul est vite fait : sans l'action du PSO cela n'aurait pas été possible.

De plus le PSS a modifié son attitude. Il accepte maintenant nos signatures. Le PSS et le PSO vont donc déposer l'initiative ensemble, ce qui est la démonstration pratique de l'utilité et de la nécessité d'une action commune des organisations ouvrières.

Seuls, nous n'aurions pas pu...

Dans un entretien avec le quotidien zurichois Tagesanzeiger du 12

avril 1983, Andreas Lutz, secrétaire central du PSS déclare : "Telles que les choses se présentent aujourd'hui nous n'aurions vraisemblablement pas pu récolter seuls les signatures".

En réponse à une question du journaliste demandant pourquoi le PSS avait refusé l'offre d'une collaboration, Lutz dit : "Nous avons refusé essentiellement pour des raisons internes (...). Si nous avions simplement accepté l'offre les bras ouverts, cela aurait eu un effet démo-

bilisateur sur nos propres membres (...). Pour les milieux conservateurs du PS dans les régions de Berne, d'Argovie et de Soleure une collaboration de toutes les forces aurait été inacceptable". Interrogé sur la position du PS à l'égard de l'armée, Lutz confirme que rien n'a changé quant à la position de fond du PS : "L'initiative ne doit pas être dirigée contre l'armée. (...) Nous disons oui à l'armée, mais cela n'est pas un oui à chaque forme que peut prendre l'armée (...) tous les sondages d'opinion montrent que les gens sont d'avis que l'on pourrait faire en premier lieu des économies dans le domaine de l'armée".

Et les crédits d'armement alors ? Pourquoi le PS ne dirait-il pas non une fois ? Ce serait sans doute trop demander !

La bourgeoisie fait feu sur l'unité

La Nouvelle Gazette de Zurich (NZZ) consacre un article dans son édition du 13 avril 1983 à l'initiative. Elle en profite pour ouvrir le feu contre l'unité réalisée dans l'action :

"Ce qui s'est passé a permis de clarifier les choses. Le concept de référendum sur les crédits militaires fut lancé au printemps 1979 par le Conseil suisse des associations pour la paix, avec l'appui du (...) conseiller national Braunschweig, président dudit Conseil (...) et fut adopté ensuite par le congrès du PSS contre l'avis du comité directeur (...) Maintenant l'initiative est défi-

nitivement étiquetée comme 'initiative pour le désarmement' (...)"

La polémique de la NZZ a un seul but : faire pression sur le PSS pour qu'il poursuive sa collaboration avec les partis bourgeois. Céder face à ces attaques ne changera rien.

La bourgeoisie craint une activité commune des organisations ouvrières contre sa politique de réarmement. Il lui faut donc chercher à diviser le mouvement ouvrier. Le succès du référendum a enfoncé un coin dans cette prétention.

Puissent le PSS et ses membres tirer la même leçon.

A. Meylan

Portugal :

Neuf ans, jour pour jour, après le déclenchement de la "révolution des œillets", des élections législatives anticipées se dérouleront au Portugal. Selon toutes les estimations, la droite, regroupée jusqu'il y a peu dans l'Alliance démocratique (AD) mordra sérieusement la poussière.

A l'origine de cette situation, un double mouvement : l'approfondissement de la crise des partis bourgeois et une remontée sensible des luttes ouvrières.

La droite portugaise n'a jamais pu complètement asseoir son autorité sur une majorité électorale absolue. Son meilleur résultat, celui des législatives de 1980 lui permit de rassembler 47,2 o/o des voix. Seul le système électoral — proportionnelle pondérée — lui donna l'assise parlementaire dont elle avait besoin pour mener une politique d'austérité, d'attaques aux acquis des travailleurs et à la réforme agraire. Sans pour autant parvenir à maîtriser la crise économique portugaise. Le chômage s'élève à 8 o/o de la population, l'inflation fut d'environ 22 o/o en 1982. Au cinq milliards de déficit de la balance commerciale s'ajoute une dette extérieure de onze milliards de dollars.

Tirer parti de la crise de la droite

En outre, la perspective d'intégration du Marché commun ne s'est pas rapprochée. Enfin, le projet politique de l'Alliance démocratique (AD), qui visait en gros la refonte complète de la Constitution, l'élection de son candidat à la présidence de la république et le renforcement du contrôle de l'AD sur le pouvoir politique n'a pu se réaliser.

Face à la politique d'austérité de la droite, aux menaces de limitation du droit de grève, à la préparation d'une série de dénationalisations et aux licenciements, le mouvement ouvrier portugais a commencé à réagir. Malgré les énormes obstacles que le sectarisme mutuel du Parti socialiste et du Parti communiste accumule, des centaines de grèves se sont déroulées dans les entreprises. Et surtout, pour la première fois depuis 1934, deux grèves générales ont eu lieu, à deux mois d'intervalle (février et mai 1982).

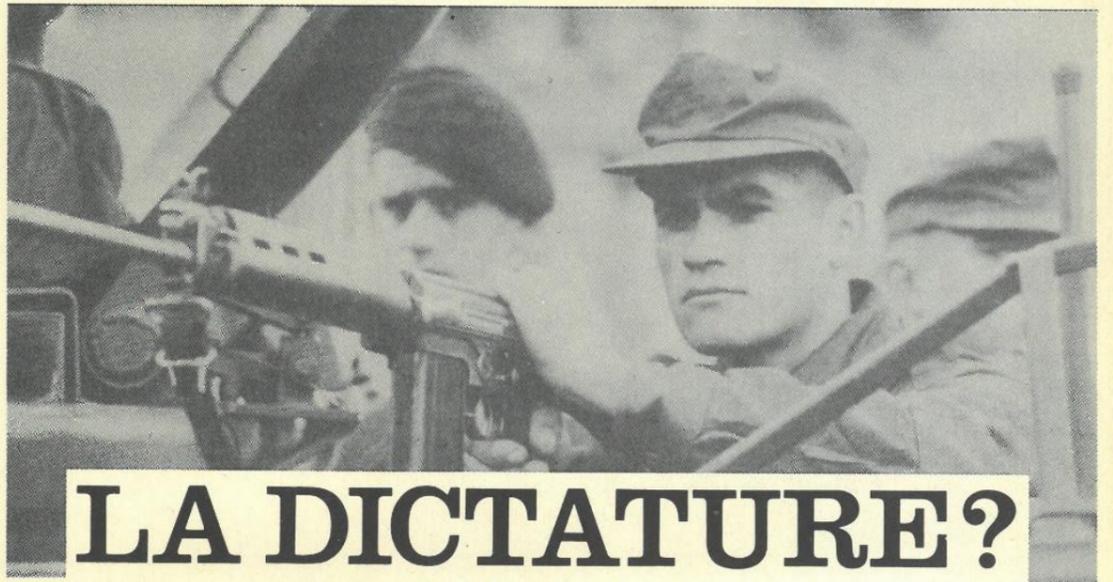
Un premier bilan de cette expérience apparut lors des élections municipales de décembre 1982 où l'AD perdit plus d'un demi-million de voix, les formations ouvrières (PS et APU, Alliance du peuple uni, contrôlée par le PC) obtenant la majorité absolue (52,2 o/o) des voix. La volonté de résistance des travailleurs est donc évidente; son débouché beaucoup moins. Le PS de Mario Soares — qui a approuvé l'assassinat de deux travailleurs par la police lors du 1er Mai à Porto — est à la recherche effrénée d'une alliance avec l'un des partis bourgeois. Avec, en arrière-fond, la volonté de poursuivre la politique d'austérité. Quant au PC, embarqué dans un cours "radical" et sectaire, son projet politique n'est pas fondamentalement différent.

Pour répondre positivement à la volonté de résistance des travailleurs portugais, une autre politique que celle de la collaboration de classe est donc nécessaire. C'est le sens de l'accord passé entre le PSR et l'UDP. Le PSR, Parti socialiste révolutionnaire est la section portugaise de la IVe Internationale; l'UDP, Union démocratique populaire, d'origine maoïste, est la plus implantée des organisations d'extrême-gauche, disposant d'un député au parlement. Ce front électoral s'est prononcé clairement contre toute collaboration avec la droite et pour la défense intransigeante des intérêts ouvriers, quel que soit le gouvernement issu des élections. Dans cette voie, c'est sûr, les œillets reflouriront un jour.

Eric Peter

Argentine :

COMMENT FINIRA



LA DICTATURE?

Le 28 mars, une nouvelle grève générale a secoué l'Argentine. Décrétée "illégal" par les militaires, qui avaient renforcé les contrôles policiers, elle a été massivement suivie. C'est la seconde depuis l'annonce, au début de décembre dernier, d'élections pour la fin de cette année.

Au pouvoir depuis sept ans, la dictature militaire a dû faire cette promesse après le fiasco des Malouines. Mais, comme au Brésil, elle ne sait comment assurer son "retour dans les casernes" sans ouvrir la porte à une mobilisation massive des travailleurs, des chômeurs et des millions de déshérités. Ces deux grèves générales, comme les manifestations monstres pour "la paix, le pain et le travail" en sont l'indice.

Sept ans de dictature laissent en effet le pays dévasté. L'incroyable courage des "Mères de la Place de Mai" a empêché de taire l'atroce scandale de 25 000 à 30 000 "disparus". Malgré le silence complice de la "démocratie occidentale", plus prompt à se mobiliser pour la Pologne que pour dénoncer les sbires argentins. Ces "disparus", comme les centaines de milliers d'exilés et de prisonniers politiques, sont les victimes de la véritable guerre intérieure menée par les militaires pour écraser toute opposition, désorganiser l'un des mouvements syndicaux les plus combatifs d'Amérique latine.

Une misère de masse

Cette guerre intérieure avait un but : accroître l'exploitation des masses argentines. Selon *El Economista*, hebdomadaire proche des milieux d'affaires, le salaire ouvrier moyen a chuté de 40 o/o entre 1975 et 1981 et de nouveau de 20 o/o entre 1981 et 1982. Les revenus salariaux, qui formaient 51 o/o du Produit intérieur brut en 1975 n'en représentent aujourd'hui plus que 32,5 o/o. Un ouvrier de Volkswagen, qui gagnait en 1974 l'équivalent de 700 francs suisses pour 43 heures hebdomadaires n'en gagne aujourd'hui plus que 200 pour 50 heures ! On comprend le silence complice des "démocraties" impérialistes...

La crise internationale a achevé de transformer cette surexploitation en désastre : 20 o/o de la population active au chômage, usines fermées, sous-alimentation en croissance, développement des bidonvilles où s'entassent les chômeurs. Les diktats du Fonds Monétaire International (FMI) ont largement contribué à accélérer ce processus.

Pour une présentation plus détaillée de la situation en Argentine, on lira le dossier présenté par *Inprecor* "Du fiasco des Malouines à la transition négociée", dans son numéro 147 du 11 avril 1983. En vente dans nos librairies.

Eviter l'explosion sociale

Confrontés à ce fiasco, la majorité des militaires comme les principales formations politiques bourgeoises — regroupées dans la coalition de la *Multipartidaria* — s'entendent pour préparer une "transition négociée". Leur principal souci n'est pas de mettre fin à la dictature et son régime d'exploitation, mais d'éviter une explosion sociale. Aussi les partis bourgeois "réhabilités" s'empressent-ils de montrer patte blanche aux militaires et ceux-ci exigent leurs garanties : pas d'épuration dans l'armée, malgré les crimes, les camps et les "disparitions", et maintien de toutes les prérogatives de l'armée en matière de sécurité intérieure. Les Ford "Falcon" vertes, sans immatriculation, qui emportent chaque soir leur lot de "disparus", continuent de circuler.

Cette transition "négociée" ne peut donc se faire qu'au mépris des revendications des masses. "Le principal dirigeant de l'Union civique radicale, l'une des grandes organisations de la *Multipartidaria*, pensait qu'il fallait considérer comme morts tous les disparus", explique une mère de la Place de Mai. "Nous avons toujours refusé cela." Et un

Manifestation silencieuse en solidarité avec les disparus en Amérique latine

Cette manifestation a lieu chaque dernier jeudi du mois à Lausanne (Place Saint-François de 12h. à 13h.) et à Genève et se répètera jusqu'à ce qu'on les retrouve.

Cette action est aussi un geste de solidarité avec les mères qui, chaque jeudi, se réunissent sur la place de Mai à Buenos Aires, symbolisant la lutte de toutes les mères d'Amérique latine pour retrouver leurs enfants et les membres de leur famille disparus.

Cette action est organisée par différentes organisations latino-américaines, des comités de soutien aux luttes en Amérique latine et centrale, des associations tiers-mondistes, pacifistes, religieuses, des syndicats et des partis de gauche (dont le PSO).

syndicaliste de Villa Constitución, militant actif du courant classiste : "Il est impossible de parler de démocratie dans un pays s'il n'y a pas de démocratie syndicale. Le mouvement ouvrier attend beaucoup d'une étape démocratique. Il veut la démocratie. La classe ouvrière ne croit cependant pas que ses problèmes vont se résoudre grâce au seul processus électoral".

Avant même que ces élections ne soient ouvertes, les travailleurs et les masses argentines se sont engagés dans deux grèves générales. Ils ont pris la tête des manifestations "pour la paix, le pain et le travail" que les dirigeants bourgeois voulaient contenir dans un cadre compatible pour la dictature. C'est de ces mobilisations que dépend l'avenir du peuple argentin et la reconstruction de son mouvement ouvrier.

M. Thévenaz

Quand les anciens combattants des Malouines refusent leurs décorations

"Un groupe d'anciens soldats ayant combattu aux Malouines a été à l'origine d'un incident au cours de la cérémonie organisée à La Plata par la dixième brigade d'infanterie en l'honneur de ceux qui ont participé à la lutte dans l'archipel. Ils ont hué les officiers qui les commandaient durant le conflit.

"Ils se sont jetés au sol, le martelant de leurs poings. C'est alors qu'un officier dégaina son pistolet, menaçant l'un d'entre eux, au milieu d'une boussculade où injures et coups furent échangés.

"La majorité des quelque 2500 anciens combattants réunis sur le terrain de jeux du club de gymnastique et d'escrime pour participer à la cérémonie organisée en leur honneur a gardé son calme, mais quelque 200 à 300 anciens conscrits manifestèrent bruyamment leur mécontentement, allant jusqu'à scander des mots d'ordre au contenu politique évident comme : 'Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire !'

"De plus, chaque fois qu'il était fait mention d'une autorité militaire par les haut-parleurs qui assuraient la sonorisation des lieux, cela entraînaient une vague d'insultes et de coups de sifflets. (...)"

Extrait du quotidien argentin *La Voz*

Manifestations pacifistes de Pâques :

LE NON DE L'EUROPE À REAGAN

La restauration de la puissance militaire poursuivie par les Etats-Unis de Reagan prend un cours de plus en plus agressif. Ses récentes propositions de surarmement frôlent l'absurde : il s'agit de mettre en place un système de défense antimissiles reposant sur l'emploi de rayons laser et de faisceaux à particule. Le but avoué : rompre définitivement "l'équilibre de la terreur" en faveur des USA. Les coûts ? Astronomiques : la réalisation de ce projet implique un doublement des crédits militaires d'ici l'an 2000. Une seule plateforme spatiale armée d'un canon au laser coûterait environ 600 milliards de francs suisses !

Pour couvrir ces projets militaristes et désorienter le mouvement pacifiste, il fallait un écran de fumée : ce fut celui du "plan intérimaire" de désarmement proposé le 30 mars. Comme "l'option zéro" de novembre 1982, ce plan ne propose rien d'autre que de laisser intact l'essentiel du potentiel nucléaire des Etats-Unis et de l'OTAN, tout en obtenant une diminution marquée du côté soviétique. La ficelle était trop grosse, la supercherie fit long feu. Contrairement aux espoirs de la Maison Blanche, ce plan n'empêcha pas un seul militant pacifiste de rejoindre les manifestations, souvent massives, qui se déroulèrent en Europe. Nous en publions ci-dessous un compte rendu, tiré de *Rouge*, hebdomadaire de nos camarades de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVE Internationale).



Pâques 1983 constituera pour Ronald Reagan la marque d'un nouvel échec. Alors qu'il avait tenté, en proposant le "plan intérimaire", d'endiguer la montée du mouvement antiguerre en Europe occidentale, celui-ci vient de resurgir, avec plus de force que jamais, en RFA, en Grande-Bretagne et, de façon plus limitée, en Suisse et aux Pays-Bas. Nul ne s'est en effet trompé sur le sens des nouvelles propositions américaines. La résolution adoptée, le 3 avril, par les 60 000 participants d'un rassemblement à Francfort en témoigne : "1983 ne doit pas être l'année d'un nouveau déploiement de fusées nucléaires en RFA. Nous nous opposons à toute 'solution intérimaire' prévoyant l'accroissement des armements existants. Nous exigeons de notre gouvernement un 'non' sans ambiguïté à tout surarmement".

750 000 en RFA

Le 10 octobre 1981, l'Allemagne fédérale donnait le coup d'envoi des mobilisations pour la paix qui, depuis lors, n'ont cessé de déferler sur le vieux continent. Ce jour-là, 300 000 personnes se rassemblaient à Bonn. Dans ce pays ravagé par la Deuxième Guerre

mondiale, la décision de l'OTAN d'installer 108 Pershing 2 — qui sont des armes de "première frappe nucléaire" — est en effet ressentie comme une menace et une provocation. Ce qui explique que l'exigence du désarmement n'ait cessé de gagner du terrain dans l'opinion.

Même la très réactionnaire Eglise catholique a dû se joindre aux Eglises protestantes et adopter une attitude ouverte vis-à-vis du mouvement. Lors de son 87e Congrès à Düsseldorf en septembre 1982, le cardinal Hoeffner défendit "le droit et le devoir des peuples de défendre leur liberté par les moyens appropriés contre les idéologies guerrières".

Depuis les années soixante et les grandes luttes contre le réarmement de la Bundeswehr, les "marches de Pâques" pour la paix sont, outre-Rhin, une tradition aussi ancrée que le 1er Mai. Depuis deux ans, elles connaissent un regain d'affluence.

Ces initiatives bénéficiaient cette année de conditions favorisant une forte participation populaire. D'abord, le retour des sociaux-démocrates dans l'opposition a levé les réticences de nombreux secteurs du mou-



Manifestants britanniques et allemands (photo du bas).

vement ouvrier à s'engager dans le combat contre les euromissiles. Ainsi, pour la première fois, la direction de la confédération des syndicats (la puissante DGB) s'est trouvée contrainte de participer aux marches. Ensuite, l'entrée au Parlement des Verts — qui préconise la "démilitarisation de l'Allemagne, même si elle doit être unilatérale" — a servi d'aiguillon à la mobilisation.

Ils furent donc 750 000 à se retrouver durant trois jours à l'appel de plusieurs dizaines d'organisations, dans dix-huit rassemblements régionaux, les plus importants se déroulant à Hambourg, Francfort, Berlin, Cologne, Dortmund et Nuremberg, devant des bases américaines ou des casernes de la Bundeswehr. A l'évidence, ce succès constituera un tremplin pour les trois grandes manifestations qui doivent marquer le mois d'octobre, date à laquelle commencera l'installation des engins de l'OTAN aux portes de l'Europe orientale.

La chaîne humaine britannique

En Grande-Bretagne, l'implantation de 160 missiles Cruise a donné un nouveau souffle au vieux CND (Campaign for Nuclear Disarmament), qui compte maintenant près de 300 000 adhérents. Celui-ci, à l'instar du Labour Party et des syndicats, se prononce pour un désarmement unilatéral du pays. Depuis le début de l'année, les femmes du CND ont relancé l'action contre les menaces de guerre en bloquant en permanence la base de Greenham Common (à 100 kilomètres à l'ouest de Londres), qui doit accueillir 96 missiles Cruise. Leur devise : "Pendant des années, les femmes ont regardé les hommes partir à la guerre. Maintenant, elles quittent leur foyer pour la paix".

L'agitation persistante autour du futur site nucléaire n'a pas été pour rien dans le succès des manifestations décentralisées du week-end pascal. L'initiative la plus spectaculaire fut incontestablement, le 1er avril, l'organisation par des dizaines de milliers de personnes d'une chaîne humaine qui relia Greenham Common aux bases d'Almerston et de Brughfield (dans lesquelles doivent être installés les missiles américains Trident, qui équiperont prochainement l'armée britannique). Dans ce pays où la politique de Thatcher a mis trois millions d'hommes et de femmes au chômage, un slogan dominait tous les autres : "Des emplois, pas des bombes".

Conscients de la menace, les conservateurs au pouvoir tentent d'organiser un contre-feu. Ils multiplient les associations qui, sous une dénomination pacifiste, mènent campagne en faveur des nouvelles armes de théâtre US. Une Coalition pour la paix et la sécurité vient par exemple de se constituer, pour dénoncer "la domination communiste du CND". Gageons pourtant que ces petites manœuvres n'empêcheront pas le mouvement pour la paix d'atteindre son prochain objectif : rassembler 200 000 personnes à Londres en octobre.

Dans toute l'Europe, les peuples déclarent la guerre aux plans impérialistes. On comprend l'inquiétude qui s'empare des cercles atlantiques. Le 5 avril, l'*International Herald Tribune* s'en faisait l'écho en écrivant : "L'administration Reagan se concerte sur la stratégie à adopter, pour contrecarrer, en liaison avec les gouvernements alliés, les tendances anti-américaines qu'elle sent monter chez les jeunes Européens".

Christian Picquet

notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... notes

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE TURQUIE

- Dictature militaire
- Près de 1'000 assassinats gouvernementaux depuis le coup d'état
- Les syndicats libres sont interdits
- Les organisations de gauche, les partis politiques aussi
- Plus de droit de grève
- Censure de la presse
- 43 pendaisons, des milliers de peines de mort requises, 45'000 personnes en prison d'après la junte
- Persécution des minorités ethniques (principalement les Kurdes : 30% de la population)
- Baisse du pouvoir d'achat
- Près de 5'000'000 de chômeurs
- Plus d'autonomie universitaire

HALTE A TOUTE REPRESSION, POUR UNE TURQUIE DEMOCRATIQUE !

Comité pour les droits démocratiques en Turquie,
case postale 204, 1000 Lausanne 17



VIVE LE 1er MAI !

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE TURQUIE

L'histoire suisse sans Guillaume Tell

"Nous devrions familiariser davantage les étudiants avec l'histoire de Guillaume Tell." Ainsi se serait exprimé récemment un conseiller d'Etat bâlois de l'Instruction publique lors de l'élection scandaleuse du professeur d'histoire Kurt Wehrle, réactionnaire connu. Ce conseiller d'Etat n'a pas dû se réjouir de la publication de *La nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, la première histoire moderne de la Suisse accessible au public non universitaire et qui cherche à se dégager du vieil esprit national.

Il n'existait que quelques livres d'historiens radicaux lorsque Robert Grimm, enfermé au fort de Blankenburg après la grève générale de 1918, écrivit la seule histoire suisse marxiste existant à ce jour (et toujours pas traduite en français !) *L'Histoire de la Suisse à travers ses luttes de classe*. Or c'est à lui qu'on pense en lisant *La nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*¹. Les jugements, souvent intuitifs et exposés sans grande étude des sources, du militant ouvrier sont aujourd'hui confirmés par les méthodes modernes — et nullement imprégnées par la lutte de classe — de l'analyse historiques. Même si les auteurs ne l'ont le plus souvent pas voulu. Le chapitre du Bâlois Guy P. Marchal sur *Les Racines de l'indépendance* est ici particulièrement intéressant.

Loin des légendes...

La seule périodisation de ce chapitre (de 401 après Jésus-Christ, date du retrait des Romains, à 1396) contredit à elle seule la légende de l'indépendance nationale. Les conditions géopolitiques

des Alpes centrales, défend l'auteur, ont permis l'ouverture de développements politiques différents d'ailleurs, de la France par exemple, et conduisent, aux XIIIe et XIVe siècles, à une alliance particulière entre villes et campagne.

La formation de la Confédération est aussi le résultat de l'expansion économique durable depuis le tournant du millénaire. Cette expansion a permis la croissance des villes, le passage d'une économie d'auto-subsistance à une production laitière et de bétail dans les Alpes, liant étroitement les vallées alpines aux villes proches. La reprise du commerce lointain par-dessus les cols alpins et le déclin de la noblesse ont suivi cette évolution économique, ce qui a créé la base économique de l'alliance entre villes et campagne.

L'arrière-plan économique de l'alliance

"Les villes avaient besoin de la Suisse centrale surtout pour leur approvisionnement en bétail et fromage, alors que les vallées alpines dépendaient dans une mesure plus

importante du plat pays, d'où elles importaient le blé, des céréales et du sel. Si les deux parties, les villes du Plateau et les communautés des vallées établies sur les liaisons nord-sud, ont pris une part active au trafic commercial, c'est, au vrai, qu'elles y trouvaient des intérêts communs. Tel est l'arrière-plan économique de l'évolution politique qui se dessinera dans cette zone au XIVe siècle." (p. 140)

Le pacte de 1291 ainsi que les alliances établies avec Lucerne, Zurich, Berne correspondaient à la tendance, générale au Moyen Age, à conclure des accords assurant la sécurité interne comme envers l'extérieur. Cela n'avait rien à voir avec la volonté de créer un Etat ou avec une "idée de la Liberté" comme on le rabâche encore dans les écoles. Appliquer au Moyen Age la conception moderne de la liberté, c'est tout simplement refaire l'histoire à rebours !

Les intérêts des familles dominantes

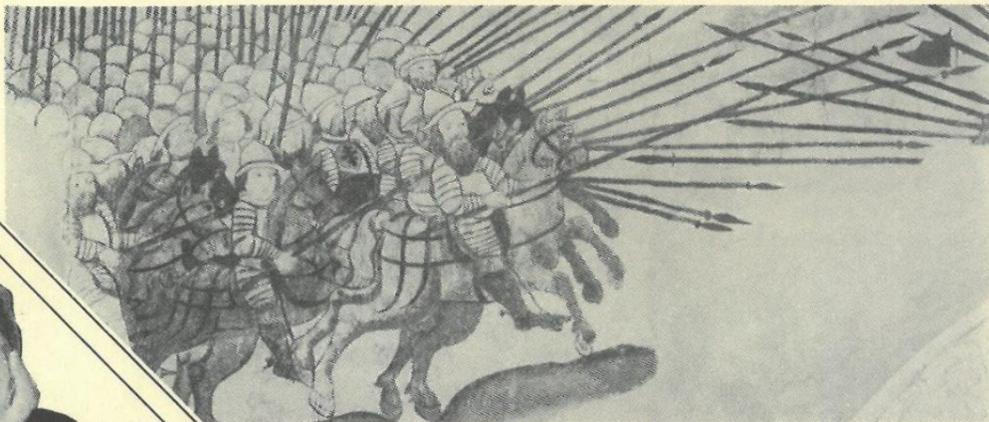
La faiblesse des grandes propriétés foncières féodales, difficiles à réaliser dans les zones alpines, et la nécessité d'une organisation collective dictée par l'économie alpine sont typiques de la culture des bergers de la Suisse centrale à cette époque. Les communes se défendaient effectivement contre toute emprise administrative ou soumission seigneuriale. Mais cela n'avait rien à voir avec la "libération" du

joug des baillis ! On peut lire, à la page 158, combien le pacte de 1291 était conservateur et axé sur la défense de privilèges : "Significatif, dans ce contexte, le fait que les anciens liens de dépendance seigneuriale, qui s'étaient probablement dissous ou du moins relâchés durant l'époque troublée qui avait précédé, sont maintenus et garantis expressément. C'est là une clause qui, de toute évidence, sert les intérêts des familles indigènes influentes qui ont pris l'initiative de ce pacte. Une alliance locale et d'un caractère foncièrement conservateur, tel nous apparaît le pacte de 1291."

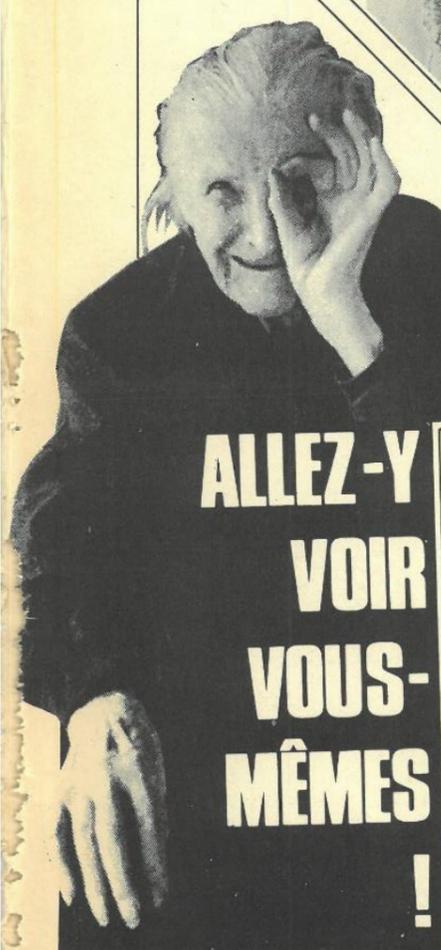
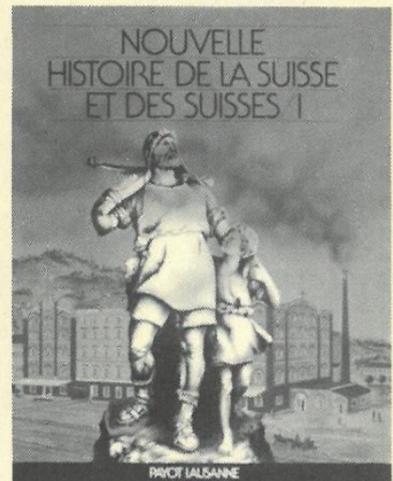
L'ouvrage contient encore bien des aspects intéressants, malgré les lacunes qui subsistent dans la recherche. Il n'apporte pas grand-chose de nouveau pour l'historien mais il a le mérite d'offrir enfin une alternative sérieuse au fatras idéologique de l'histoire suisse "contée par grand-mère". On jugera aux deux tomes qui vont suivre — le second paraît actuellement — comment évoluera cette étude, qui, selon le journal de la bourgeoisie, la *Neue Zürcher Zeitung*, "montrera sa couleur" dans sa présentation des temps modernes. Souhaitons qu'elle soit encore tout aussi peu "suisse" à l'égard des "familles influentes" qu'elle l'a été dans ce premier tome.

Urs Gallati

1. Payot, Lausanne.



La représentation de ces cavaliers à l'assaut et maniant la lance reste vague et schématique. Le casque, néanmoins, sans visière ou presque, du type "barbuta", est représentatif d'un usage répandu en Suisse et en Italie au XVe s. Fresque de l'église Saint-Stéphane, Cumbels, GR, XVe s. (p. 242)



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE et VAUD

A l'occasion du 1er Mai, le Centre de loisirs et de culture de l'Union syndicale de Lausanne organise deux manifestations culturelles :

Place Arlaud (Saint-Laurent 4), 2e étage (à côté de Boulimie)

du lu 25 avril au ve 6 mai, de 14h. à 22h. : *Les Coulisses du travail*, exposition de photos Interfoto. Entrée libre. Un livre *Les Coulisses du travail*, Editions "que faire ?", 1982, existe aussi. *La Brèche* le présentera dans un prochain article.

Théâtre du Vide-Poche, 10, Palud

ve 29, sa 30 avril, 20h.30 : *Chants de la mémoire ouvrière*, par Roger Cunéo et Pierre Tournier. Fr. 12.— et Fr. 8.—. Loc. : 021 / 23 82 52.

Libreria italiana, 10, place de la Riponne

me 27 avril, 20h.30 : *In nome della legge*, film de Pietro Germi. ve 6 mai, 20h.30 : *Salvatore Giuliano*, film de Francesco Rosi. Org. : Libreria Italiana, Colonia Libera Italiana, Circolo Sardo, Associazione Calabresi, PCI, PSI.

Grande Salle d'Epalinges

ma 26 avril, 20h.30 : *Quilapayun*, ensemble de musique chilien. Fr. 15.—, AVS, ét. Fr. 12.—. Bus

no 5. Loc. : Librairie La Cause du Peuple, Coop au Centre. Org. : Editions Résurgence, Lausanne et Comité zur Verteidigung der chilenischen Kultur, Zurich.

Piscine de Mon-Repos, 4, av. du Tribunal fédéral du ma 26 au sa 30 avril et du ma 3 au sa 7 mai, 22h.30 : *Allo Atlantide ?*, création du Collectif Théâtre Onze. Fr. 15.—. Rés. : 021 / 23 91 72 jusqu'à 18h. Caisses ouvertes dès 20h.

Cabaret-théâtre des Faux-Nez, 5, rue de Bourg jusqu'au me 11 mai, 21h. (relâche di) : *Les quatre doigts et le pouce*, pièce de René Morax. En première partie : jusqu'au me 27 avril : *Marie Hofner* et *Jean-François Monot* chantent *Jean-Villard Gilles*. du je 28 avril au me 4 mai : *Bob Jambé*. du je 5 au me 11 mai : *Alex Périence*. Loc. : Casino de Montbenon : 021 / 23 82 52.

Aula du Collège de NYON

di 1er mai, en fin d'après-midi : *Didier Lockwood*, violon, *Francis Lockwood*, claviers, *Jean-Michel Kajdan*, guitare, *Sylvain Marc*, basse, *Kirt Rust*, batterie. Org. : Jazz-Nyon, tél. : 022 / 61 00 04. (Et le ve 13 mai, *Dollar Brand* !)

Théâtre l'Echandole, Château d'YVERDON

L'Ensemble Koteba, théâtre d'expression d'Afrique noire (Côte d'Ivoire) présente deux comédies musicales. di 24, ma 26 avril, 20h.30 : *Adama Champion*. sa 23, lu 25, me 27 avril, 20h.30 : *Fanico*. Fr. 20.—, ét., appr. Fr. 15.—.

je 28 avril, 20h.30 : *Giovanna d'Arppo*, clownesse, dans "La lavandière rêvant à de grandes actions héroïques". Fr. 12.—, ét., appr. Fr. 8.—.

ve 29 avr., 20h.30 : *ASB et Snobs* (rock). Fr. 10.—. ve 6 mai, 20h.30 : *Cantovivo* (groupe piémontais). sa 7 mai, 20h.30 : *Quintet Jean-Claude Juvet* (Genève) et *Jazz à 4* (Nyon). Fr. 12.—, ét., ap. 8.—.

Théâtre Municipal d'YVERDON

ma 3 mai, 20h.30 : *Mario Maya*, ballet-théâtre gitan-andalou. Fr. 20.—, ét., appr. Fr. 15.—.

GENÈVE

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes ve 29 avril, 20h.30 : *Grupo Um* (Brésil). Org. AMR.

Comédie de Genève

du ma 26 avril au sa 7 mai, 20h.30, je à 19h. (relâche lu) : *Hamlet*, de W. Shakespeare, mise en scène de Benno Besson (en mai à Lausanne).

Abou de Souffle

l'événement

La Brèche : L'accroissement du déficit commercial et de la balance des paiements, la nouvelle dévaluation du franc français posent à nouveau la question de la fuite des capitaux hors de France. A quel montant évalues-tu les capitaux français ayant trouvé refuge dans les banques suisses ? Comment arrives-tu à cette évaluation ?

Jean Ziegler : Le chiffre généralement admis par les milieux suisses et français est de 500 milliards de nouveaux francs français, répartis sur environ 650 000 comptes numérotés. Cette somme correspond à environ 12 o/o du patrimoine français ou à 4 mois et demi de production nationale.

Le syndicat CGT de la douane estime que 80 milliards de francs français sont sortis uniquement dans la période mai 1981 - mai 1982.

Le chiffre de 500 milliards mérite commentaire : il s'agit là des valeurs immobilières et mobilières payées par des fonds transférés en violation des règlements de la Banque de France, appartenant à des Français et se trouvant en Suisse (ou se trouvant à l'étranger, mais appartenant à des comptes domiciliés en Suisse). Ce n'est donc pas le chiffre du capital en fuite proprement dit, puisque dans le chiffre des 500 milliards est comprise la plus-value acquise au cours des ans par les capitaux illégalement transférés en Suisse. Cette plus-value peut être énorme. Exemple : la plupart des grands immeubles commerciaux ou d'habitation du centre ville de Genève appartiennent à des sociétés immobilières (sociétés anonymes avec actions au porteur). Traditionnellement la majorité de ces SI sont propriété française. Autre exemple : l'or. Une once d'or achetée lors de l'avant-dernier des grands exodes - celui de mai 1968 - vaut aujourd'hui 18 fois plus qu'en 1968.

Les taux d'intérêts sont bas en Suisse. Exemple : moins de 5 o/o (selon les époques) pour des dépôts fiduciaires à court terme de 100 000 dollars minimum. Pourquoi alors le capitaliste français confie-t-il son argent aux banquiers suisses ? Trois raisons principales : les organisations de convoyeurs des banques multinationales helvétiques sont extrêmement efficaces et évacuent les avoirs de n'importe quel point du globe, sans que le créancier ait à intervenir. Un premier contact est pris dans un discret appartement de Paris, New York, Londres, etc. (l'hôtel, trop voyant, est banni depuis le 10 mai 1981). Le capitaliste fraudeur donne son ordre au banquier, discute de la réalisation du bien, identifie les sommes à transférer. Les convoyeurs effectuent le transfert, en brouillant les pistes (multiples passages des sommes par le Luxembourg, les Bahamas, etc.). Une fois les capitaux déposés en Suisse, la banque avertit par code le client. Celui-ci prend l'avion, arrive à Zurich, Genève, sans aucun document compromettant dans sa poche, et signe le contrat de dépôt. La correspondance se fait en code par des adresses spécialement établies à cet effet. Le secret bancaire helvétique est totalement hermétique. Deuxième raison : les capitaux en fuite sont les capitaux de la fraude. Aucun impôt n'est évidemment payé. Troisième raison : le capitaliste étranger gagne peu d'intérêt, mais il fait un énorme profit monétaire puisque le franc suisse augmente sans cesse par rapport au franc français. En 1910 1 franc français valait 1 franc suisse. En avril 1983 1 franc français vaut 29 centimes suisses.

*** Y a-t-il eu accélération des déplacements de fonds de la France vers la Suisse depuis mai 1981 ? Est-il possible de déterminer la nature de ces capitaux ? Quels moyens pourrait-on employer pour contrôler et enrayer ce phénomène ?**

— Les autorités françaises actuelles mettent des gants. La fuite des capitaux est le sport favori de pratiquement tout le grand patronat, de toutes la bourgeoisie possédante de France. Et ceci dès avant la victoire socialiste. La loi des finances de 1981 offrait une amnistie (rapatriement et paiement de 25 o/o des capitaux rapatriés pour solde de tout compte). Résultat : 400 millions de francs français seulement sur les 500 milliards sont revenus !

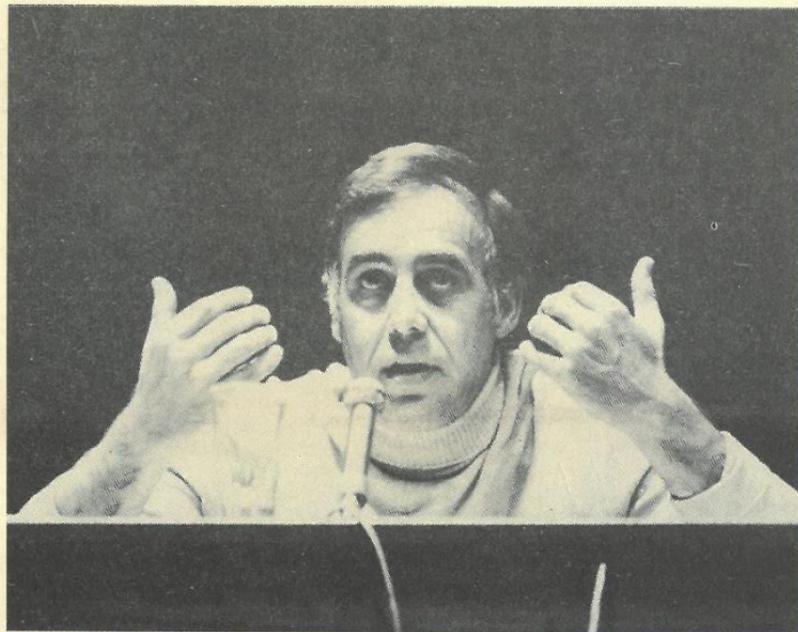
Il existe à l'intérieur du Ministère des Finances une direction extrêmement efficace et compétente : c'est la direction des enquêtes douanières. Ses inspecteurs pourraient — sans aucun doute — démanteler les principaux réseaux de convoyeurs, arrêter

Lors de sa visite dans notre pays, le président Mitterrand a lourdement souligné que le problème de la fuite des capitaux français en Suisse était un problème intérieur français. Au grand soulagement des banquiers et du gouvernement helvétiques, qui continueront à accueillir, les bras ouverts, de nombreux capitaux en fuite, oh pardon, de nombreux "problèmes intérieurs" !

Il y a pourtant, même en Suisse, des socialistes qui ne partagent pas l'avis du président français. Parmi eux, le conseiller national Jean Ziegler, avec lequel nous avons discuté de ce thème et de quelques autres. Et, comme nous sommes aussi internationalistes que Mitterrand est atlantiste, nous publions cet entretien conjointement avec Rouge, hebdomadaire de la section française de la IVe Internationale, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

Amitié franco-suisse :

LA FUITE DES CAPITAUX



Interfoto

* ENTRETIEN AVEC JEAN ZIEGLER

et remettre à la justice un nombre élevé d'entre les très gros fraudeurs. Cette direction entretient des antennes hautement spécialisées tout autour du territoire helvétique (Annemasse, Saint-Louis-Bâle, etc.). Elle travaille avec les méthodes les plus avancées (électroniques, etc.) des services spéciaux. Or, jusqu'ici, Mauroy s'est contenté de transférer en justice quelques fraudeurs ayant exporté chacun plusieurs millions de francs. Il n'a pas réussi à démanteler les réseaux de convoyeurs.

Cependant la situation du deuxième gouvernement Mauroy est délicate ! Le patronat doit déjà 20 milliards de francs de cotisations arriérées à la Sécurité sociale. Le gouvernement ne réussit pas à lui faire payer cette somme. Le patronat est dans une attitude de sabotage virtuel face au gouvernement et à sa politique économique de rigueur : grève de l'investissement, fraude fiscale organisée, subventionnement de la droite et de l'extrême-droite. Le gouvernement Mauroy a payé les nationalisations à un prix exorbitant, prix longuement négocié. Situation délicate : puisque en mai 1981 et jusqu'à ce jour le gouvernement a décidé de chercher le consensus, autrement dit : de ménager le grand patronat.

Par rapport à la Suisse enfin le gouvernement Mauroy est également coincé : la France a dans ses relations commerciales avec la Suisse un bilan largement excédentaire. Les Suisses menacent constamment de renégocier les accords commerciaux. Autre problème : la France emprunte massivement des capitaux aux banquiers suisses afin de colmater son propre déficit du commerce extérieur. Situation absurde ? Certes.

Le tout se résume à la question : la France peut-elle rompre avec la rationalité capitaliste ou doit-elle chercher — à l'intérieur d'un système mondial dominé par les banques multinationales — un chemin qui peut un jour conduire à la transformation socialiste de la société française ? Cette question doit être tranchée par les militants français.

*** Concernant la lutte contre la fuite des capitaux français en Suisse, quel bilan tires-tu de l'action des ministres socialistes suisses des Finances et des Affaires étrangères ? Leur participation au gouvernement fait-elle avancer la bataille pour la nationalisation des banques, seul moyen d'avoir un contrôle minimum ?**

— Je suis opposé radicalement à la politique de collaboration de classe, à la paix du travail (renonciation contractuelle à la grève), à la participation minoritaire au gouvernement fédéral telles qu'elles sont menées par le Parti socialiste suisse. D'ailleurs cette politique mène tout droit à la ruine de notre parti. Exemple : nous perdons 1000 membres par an. 50 o/o des 52 000 membres actuels de notre parti ont plus de 56 ans. Depuis dix ans nous n'avons pratiquement plus aucun recrutement.

*** Tu as souvent dénoncé le rôle du système bancaire suisse dans l'exploitation des économies du Tiers Monde. Peux-tu donner quelques exemples ?**

— Selon les chiffres officiels de la Banque Nationale (et qui sont certainement très en dessous de la réalité), il y avait dans les coffres-forts des banques suisses au 31 décembre 1982 plus de 30 milliards de

dollars de capitaux en fuite provenant des pays du Tiers Monde non producteurs de pétrole. Ces sommes — déposées en Suisse par Mobutu, Eyadema, Houphouët-Boigny, par les oligarchies d'Amérique latine, les généraux coréens, philippins, indonésiens (et provenant fréquemment de l'aide financière versée à ces pays par les Etats occidentaux, la Banque Mondiale, les organisations d'"aide" multilatérale) — financent les investissements des sociétés multinationales industrielles et commerciales suisses. Ces sociétés multinationales — Nestlé, Sandoz, Hoffmann-La Roche, Ciba-Geigy, Brown-Boveri, André Lausanne, Réassurances Zurich, etc. — ravagent à leur tour les économies des pays du Tiers Monde.

*** Dans le cas de l'Argentine, tu as récemment révélé l'importance des sommes déposées en Suisse par les militaires et les grandes fortunes de ce pays, depuis le coup d'Etat de 1976. Cela a fait grand scandale là-bas. Peux-tu rappeler ici le contenu de ces déclarations ?**

— L'Argentine est un bon exemple : 6 milliards de dollars ont été illégalement transférés en Suisse depuis le coup d'Etat de 1976. Détail pittoresque : les deux directeurs de l'Union de Banques Suisses à Buenos Aires — les frères Juan et Roberto Aléman — ont été nommés par les militaires l'un secrétaire d'Etat à l'économie (gouvernement Videla), l'autre ministre des Finances (gouvernement Galtieri). Avec le crépuscule de la dictature militaire ces chiffres sont sortis à Buenos Aires-même en mars 1983.

*** Dans ton dernier livre, *Les Rebelles*, des passages essentiels sont consacrés à l'analyse du processus révolutionnaire nicaraguayen. Comment vois-tu la situation aujourd'hui, alors que se développe l'action des contre-révolutionnaires somozistes et autres ?**

— Mon dernier livre *Contre l'ordre du monde — les rebelles (Mouvements armés de libération nationale du Tiers Monde)*, Edition du Seuil, collection Histoire immédiate, 1983, contient une longue analyse des luttes armées de libération nationale dans l'isthme centraméricain et en Afrique australe. Je ne peux ici résumer les thèses du livre. Détail pour le Nicaragua : Anastasio Somoza Garcia, exécuté au Paraguay en 1980, dont le fils — El Chiguin — commande aujourd'hui les gardes somozistes au Honduras, a évacué l'essentiel de sa fortune en Suisse. Grâce à un nommé Rappoport, citoyen suisse. Ce Rappoport, président de la Vision SA, holding de la famille Somoza, a épousé la fille aînée du dictateur.

*** Vu la situation en Amérique centrale, la tâche de l'Internationale socialiste ne serait-elle pas d'impulser une large campagne unitaire de masse — y compris dans le mouvement syndical — contre l'intervention américaine et pour la solidarité avec les révolutions centro-américaines ?**

— Il faudrait, sur l'Internationale, mener une longue et patiente discussion. Je reviens du XVIe Congrès ordinaire de l'Internationale, à Albufeira (4 au 10 avril 1983).

Le commandant Bayardo Arce, un des neuf commandants de la Révolution, membre de la direction nationale du FSLN, était présent. Ungo, président du Front démocratique — le bras politique du Front Farabundo Martí — du Salvador fut élu vice-président de l'IS. Hector Oquelli, commandant guérillero du Front Farabundo Martí, reste secrétaire du Comité latino-américain de l'Internationale. Fait remarquable : l'Internationale socialiste comporte deux partis-membres engagés dans une lutte armée de libération nationale. Au Salvador le Mouvement national révolutionnaire (MNR), dont sont issus Ungo et Oquelli, est une des cinq composantes du Front Farabundo Martí. Au Liban, le Parti progressiste socialiste, dont le chef Walid Jumblatt est vice-président de l'IS, a également des milices armées qui luttent contre les unités fascistes des Kataeb.

Il existe une gauche active, mais minoritaire à l'intérieur du Bureau de l'IS (le Bureau est l'organe exécutif), composé des délégués suédois, suisse, autrichien, finlandais, dominicain, libanais. Nous avons pu maintenir les acquis du XVIe Congrès (Madrid 1980). Mais la situation est dangereuse, les pressions américaines puissantes. Le SPD allemand, relayé par les partis portugais et italien exige avec force un désengagement de l'IS en Amérique centrale.